

**Centre d'information et de
documentation citoyennes**

Connaissances, aptitudes et outils pour agir !



**Citizens' information and
documentation center**

Knowledge, skills and tools for action!

**CARTOGRAPHIE ET EVALUATION DES CAPACITES
DES CIVILE (OSC) ACTIVES SUR LES QUESTIONS DE
PARTICIPATION CITOYENNE A LA GOUVERNANCE
SECURITAIRE AU BURKINA FASO**

Rapport final

Isabelle TAPSOBA, Consultante

01 BP 6248 Ouagadougou 01

Tél: 70 52 36 17 / 76 62 08 60

Table des matières

INTRODUCTION	4
I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	4
1.1. Recherche documentaire.....	5
1.2. Le champ de l'étude et la définition des concepts clés	5
1.3. Le recensement des OSC.....	5
1.4. La conception des outils, la collecte et l'analyse des données primaires	6
1.5. Les difficultés rencontrées	6
1.6. Limites de la cartographie réalisée	7
II. DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU BURKINA FASO	7
III. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE.....	9
3.1.....	9
3.1. Répartition géographique des organisations de la société civile intervenant dans la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso.....	9
3.2. Couverture géographique des organisations.....	11
3.3. Taille du budget.....	12
3.4. Réseautage.....	13
3.5. Respect des normes de bonne gestion	15
3.6. Disponibilités en ressources humaines et matérielles	16
3.7. Programmes d'actions mis en œuvre et régulièrement évalués.....	16
3.8. Capacités contributives à la participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire.....	17
3.9. Capacités de plaidoyer et de mobilisation sociale.....	18
3.10. Besoins en renforcement de capacités.....	20
CONCLUSIONS GENERALES	22
RECOMMANDATIONS.....	23
LISTE BIBLIOGRAPHIQUE	25
ANNEXES	26
Annexe 1 : Répertoire des OSC enquêtées et retenues.....	27
Annexe 2 : Base de données Excel.....	104

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACCA:	African Coalition for Corporate Accountability
AIDR :	Alliance internationale pour le développement et la recherche
ARGA :	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique
BURCASO :	Conseil Burkinabé des organisations de développement
CCEB :	Cadre de concertation des ONG et associations actives en éducation de base
CCVC :	Coordination de la Coalition de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés
CEDEAO :	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CELLRAD :	Cellule nationale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent
CESA-BF :	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso
CGD :	Centre pour la gouvernance démocratique
Cidoc :	Centre d'information et de documentation citoyennes
CODEL :	Convention des Organisations de la société civile pour l'Observation Domestique des Elections
CNJ-BF :	Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso
DESC :	Plateforme pour la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels au Burkina Faso
GPN:	Global Partnership Network
N/A:	Non applicable
NED:	National Endowment for Democracy
NDI:	National Democratic Institute
N/P :	Non parvenu
ODE :	Office de développement des églises
ODDH :	Observatoire de la démocratie et des droits de l'homme au Burkina Faso
OSC :	Organisation de la société civile
PGO :	Partenariat pour un Gouvernement Ouvert
RASALAO :	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest

RESOCIDE : Réseau des OSC pour le Développement

RJSDAO : Réseau des Journalistes pour la Sécurité et le Développement en Afrique de l'Ouest, section du Burkina

SPONG : Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales

TCD : Tableau croisé dynamique

UAOD : Union Africaine des organisations de développement

UNICRI : Institut des nations unies pour la recherche des crimes et de la justice

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UPABP : Union Panafricaine de Bâtisseurs de Paix

WANEP: West Africa Network for Peacebuilding

INTRODUCTION

Le Centre d'information et de documentation citoyennes (Cidoc) est une association de droit burkinabè établie depuis 2003. Il se positionne comme une organisation au service de la participation citoyenne et de l'éducation aux droits humains. Son objectif principal est de contribuer au développement d'une société démocratique et inclusive dans laquelle l'engagement citoyen est significatif. Cet objectif s'inscrit dans sa vision selon laquelle *la participation des citoyens aux affaires publiques est plus effective quand ces derniers sont équipés de connaissances et d'outils adéquats*.

Le Centre poursuit des objectifs spécifiques à travers trois grands axes à savoir :

- i) le renforcement de la démocratie et de l'État de droit ;
- ii) la promotion de la culture des droits de l'Homme et ;
- iii) la promotion de la coexistence à travers la prévention et l'apaisement des conflits.

Dans le cadre du dernier axe, le Cidoc met en œuvre avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED), le projet dénommé : « *Capitalisation et partage d'expériences et de bonnes pratiques entre organisations de la société civile de l'espace G5-Sahel (Burkina, Mali et Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité* ».

C'est dans le cadre de l'exécution de ce projet que la présente étude cartographique des organisations de la société civile (OSC) actives sur les questions de participation citoyenne dans la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso est réalisée.

La cartographie des OSC vise trois objectifs : i) identifier et présenter les organisations travaillant sur les questions de la participation des populations dans la gouvernance sécuritaire, y compris la réforme du secteur de la sécurité au Burkina Faso ; ii) évaluer les capacités de ces OSC en lien avec leur travail sur la participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité ; iii) mettre en exergue leurs besoins de renforcement de capacités.

Le présent document identifie et présente les OSC concernées par le champ de l'étude. Il décrit leurs objectifs, leurs activités, leurs produits et prestations. Il présente également leurs connexions (réseaux de partenaires) et leurs contributions/participation dans la gouvernance sécuritaire, y compris les réformes du secteur de la sécurité. Le document évalue également leurs capacités en termes de respect des normes de gestion, de mobilisation de ressources et de contribution à la gouvernance du secteur de la sécurité. Il identifie enfin leurs besoins de renforcement de capacités à partir des points forts et des points faibles identifiés.

Le document est structuré selon le plan qui suit. Il rappelle (I) la démarche méthodologique définie pour l'étude, (II) traite des généralités sur la participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso avant de (III) présenter les résultats de la cartographie.

I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

La méthodologie développée dans le cadre de la réalisation de la présente étude s'articule autour de : 1) la recherche documentaire, 2) l'identification du champ de l'étude, 3) le recensement des OSC, 4) la conception des outils de collecte des données, la collecte et l'analyse des données, 5) les résultats et 6) les recommandations.

1.1. Recherche documentaire

La présente étude a nécessité l'exploitation de divers documents dont les résultats ont permis de compléter, harmoniser et consolider les données issues des questionnaires renseignés et des entretiens auprès des différents acteurs. Les documents exploités pour l'étude sont essentiellement consignés dans la bibliographie en annexe du rapport. Les sites web et pages Facebook d'OSC qui en disposent ont également été consultés.

1.2. Champ de l'étude et définition des concepts clés

Il existe plusieurs approches dans l'élaboration d'une cartographie en ce qui concerne les OSC. Pour la présente étude, nous avons opté d'orienter notre approche vers les acteurs. Il s'est donc agi de les recenser et de rechercher celles qui sont actives sur les questions de participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire. En d'autres termes, il s'est agi de rechercher qui elles sont, ce qu'elles font, comment elles le font, avec quoi et avec qui elles le font.

Par ailleurs, il a fallu définir certains concepts clés de l'étude afin d'harmoniser la compréhension des différentes parties prenantes.

Ainsi, par « OSC actives sur les questions de participation citoyenne dans la gouvernance sécuritaire », il faut entendre celles ayant pour mission ou menant entre autres des activités en lien avec :

- la formation/renforcement de capacités des acteurs du secteur de la sécurité et de sa gouvernance ;
- les actions visant à renforcer l'état de droit et la lutte contre la corruption dans le secteur de la sécurité et de sa gouvernance ;
- la consolidation de la paix, la prévention et la résolution des conflits ;
- les droits de l'homme ;
- la lutte contre le terrorisme.
- le monitoring des politiques et actions publiques en matière de sécurité.

Par « participation citoyenne », il faut entendre toute forme d'implication des citoyens en ce qui concerne les questions de gouvernance et les questions qui les concernent.

Par « gouvernance sécuritaire », il faut comprendre le processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions qui interagissent pour contribuer à la production de la sécurité.

« La réforme du secteur de la sécurité » s'entend du processus de réforme ou de reconstruction du secteur de la sécurité de l'État en vue d'améliorer la situation dans l'intérêt de la population, ce qui implique le développement d'une surveillance civile efficace et la création d'institutions capables d'assurer la sécurité.

1.3. Recensement des OSC

La constitution du bassin des OSC à partir duquel les organisations pertinentes pour la thématique de l'étude ont été identifiées a nécessité des requêtes écrites d'information auprès des ministères en charge de la Sécurité, des droits humains et des libertés publiques. Le SPONG, le NDI, le CGD, le Cidoc ainsi que la Direction de la Police de Proximité ont aussi été visités en vue du recensement. A l'issue de ce recensement, une liste de 329 OSC a été constituée à partir des fichiers et des informations obtenues. Un premier tri de 157 OSC a été opéré à partir de cette première liste. Des appels téléphoniques ont été effectués pour vérifier auprès des

responsables des 157 OSC leurs activités en liens avec la gouvernance sécuritaire. A l'issu du processus 74 OSC jugées les plus pertinentes ont été retenues dont 53 à Ouagadougou et 21 en région (Boucle du Mouhoun, Centre- Nord, Est, Nord, et Sahel). C'est à ces 74 organisations qu'un questionnaire a été envoyé pour renseignement.

1.4. Conception des outils, collecte et analyse des données primaires

La collecte et l'analyse des données a nécessité l'élaboration de plusieurs outils. Un questionnaire a été conçu et envoyé aux 74 OSC retenues pour renseignement. Certains questionnaires ont pu être administré en présentiel. Cependant, la majorité a été renseignée par les OSC et transmis par message électronique. Des appels téléphoniques ont souvent été nécessaires pour compléter des informations manquantes.

L'un des mandats de la présente étude a concerné l'évaluation des OSC afin de jauger *leurs capacités à apporter une contribution concrète à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité*. Pour ce faire, une matrice d'évaluation a été conçue. Celle-ci recense les questions d'évaluation selon des critères précis, ainsi que les indicateurs, les données requises, les sources de données et la méthodologie pour répondre à ces questions.

Le but du travail cartographique étant de fournir des analyses qualitatives et quantitatives sur la base des données collectées, nous avons travaillé à partir d'une base de données Excel. Ce logiciel a été utilisé pour la saisie, le traitement et l'analyse des données collectées.

Les options d'exploitation de la base de données utilisées pour produire les données de la note d'analyse ont été le tableau croisé dynamique (TCD) et le filtrage des données. Le TCD a permis de croiser les données relatives à plusieurs variables et le filtrage d'obtenir plus de détails par rapport à des sous-catégories ou de créer des listes d'OSC présentant les caractéristiques voulues.

1.5. Atelier de présentation des résultats de l'étude

Dans le processus de l'étude cartographique, un atelier de restitution des résultats aux acteurs impliqués dans la gouvernance du secteur de la sécurité et ceux actifs sur les questions de participation citoyenne à la gouvernance dudit secteur a été organisé. Cet atelier a regroupé 28 participants venus de 5 provinces du pays, comprenant des représentants des ministères en charge de la défense et de la sécurité, de FDS et d'organisations internationales, des ONG et des OSC. Cette rencontre aura permis entre autres d'enrichir les résultats de l'étude et de recueillir des recommandations et suggestions pour consolider le rapport final.

1.6. Difficultés rencontrées

La cartographie s'est déroulée à une période où les OSC disaient être très occupées par de multiples activités. Ainsi, les difficultés rencontrées dans la réalisation de ce projet tiennent à l'absence ou aux délais de réaction de certains acteurs et au caractère parfois incomplet des données fournies par ceux qui ont répondu aux demandes d'informations. Dans certains cas, il manquait par exemple des précisions sur les ressources, les contributions ou encore les besoins de renforcement de capacités. L'obtention de communications téléphoniques avec certains responsables d'OSC ayant été difficile, certains compléments d'informations n'ont pu être obtenus. Au final, il y a des OSC qui n'ont pas retourné le questionnaire à elles transmises, sans aucune justification. D'autres ont simplement refusé d'y donner suite. Ainsi, certaines OSC

actives ne figurent pas sur la présente cartographie. Au total 55 OSC ont renseigné le questionnaire, soit un taux de retour de 74%.

1.7. Limites de la cartographie réalisée

La présente expérience montre qu'il est possible de cartographier les initiatives des OSC en matière de participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire mais que ceci exige la participation active de toutes les parties prenantes. Dans le cas présent, certains OSC considérées comme importants n'ont pas envoyé de données consolidées sur leurs engagements sur le sujet à l'étude. Ceci crée inévitablement des biais dans la collecte et l'analyse des données. Par ailleurs, il n'y a pas eu de mission sur le terrain auprès des OSC hors de Ouagadougou. Dans ces conditions, la base de données ne peut prétendre à l'exhaustivité. Elle n'en constitue pas moins un outil pratique unique qui regroupe les informations disponibles sur les OSC, leurs projets et activités en matière de participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso, que le Cidoc pourra consolider au fil du temps. En effet, pour que son utilité soit maximisée, elle devra être mise à jour régulièrement et les informations manquantes devront être complétées. Plus le tableau sera complet, plus il sera représentatif de la réalité des initiatives des OSC et plus il pourra servir à des usages diversifiés.

II. LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU BURKINA FASO

Depuis 2014, le Burkina Faso est confronté à un environnement sécuritaire compliqué. Les régions du Nord, de l'Est, du Centre nord, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun connaissent une insécurité consécutive à des attaques terroristes et à des conflits multiples qui déchirent le pays.

Face à cette situation inédite, les autorités du pays font appel à la population à se mobiliser aux côtés des forces de défense et de sécurité afin de venir à bout de ce phénomène. C'est ainsi qu'aux côtés des acteurs étatiques du secteur de la défense et de la sécurité, des comités locaux de sécurité reconnus par l'Etat entreprennent des initiatives pour apporter leur contribution à la lutte contre l'insécurité grandissante. Les comités locaux sont en train d'être implantés dans tous les villages et secteurs du Burkina. Considérées comme des outils de concertation et de collaboration entre les services de sécurité et la population, ces comités participent à la sensibilisation des citoyens sur la nécessaire coopération avec les forces de défenses et de sécurité.

De nombreux autres acteurs non étatiques jouent également un rôle dans le secteur de la sécurité au Burkina Faso et entretiennent d'étroites relations avec les structures gouvernementales en charge de la question. On peut citer le cas des Kogleweogo et les autres acteurs coutumiers tels que les Dozos et les Rugga. Il en est de même d'autres organisations communément appelées « Organisation de la société civile-OSC ».

La volonté marquée par les organisations de la société civile d'être associées à la gouvernance des affaires publiques ne date pas d'aujourd'hui. Dans le contexte démocratique en cours au Burkina Faso et selon les exigences de la bonne gouvernance prônée partout à travers le monde, les OSC sont appelées aux côtés d'autres acteurs, étatiques et non étatiques, à jouer un rôle de plus en plus important dans l'organisation et la gestion de la vie publique.

Ainsi, depuis 2014 en particulier, constatant le déficit d'implication des acteurs non-étatiques dans le domaine de la gouvernance du secteur de la sécurité, alors même que le phénomène de l'insécurité avance à pas de géant, les OSC, aidées en cela par des partenaires techniques et financiers, ont multiplié les cadres de rencontre et d'échanges sur la question de la sécurité. Elles montrent de ce fait que la gouvernance du secteur de la sécurité ne doit plus être l'apanage des seules autorités publiques, mais une préoccupation de la société civile aussi. D'où l'intérêt porté au renforcement de leurs capacités afin qu'elles puissent s'impliquer plus activement et de manière plus constructive dans le processus de réforme du secteur de la sécurité. Comme l'a souligné Metsi Makhetha, Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Burkina Faso, lors d'un atelier de partage d'expériences entre OSC du Burkina, de la Guinée et du Mali tenu à Ouagadougou du 25 au 26 septembre 2018, nous citons :

« La gouvernance du secteur de la sécurité comporte des aspects civils et citoyens, qui sont mieux connus de la société civile, laquelle société civile a une responsabilité de choix ».

Ces entités de la société civile burkinabé, mises en place et animées par les citoyens (hommes et femmes), constituent donc un important levier d'action pour la participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques, ainsi que pour le contrôle citoyen de l'action publique, y compris en matière de sécurité.

Malgré certaines limites à elles reconnues, certaines d'entre elles s'organisent notamment pour :

- influencer la formulation des politiques de sécurité afin que celles-ci reflètent les préoccupations sécuritaires des citoyens ;
- informer et éduquer le public sur les évolutions du contexte de sécurité ;
- favoriser la consolidation de relations paisibles et constructives entre les institutions de sécurité et les populations civiles ;
- fournir aux institutions nationales une expertise sur des questions telles que l'évaluation des politiques publiques ; le respect des droits humains, la mise à jour des cadres légaux ou encore la lutte contre la corruption au sein du secteur de la sécurité, etc.

C'est dans cette perspective et dans le but d'apporter leur contribution au processus de réforme engagé, qu'a été mise en place la plateforme des OSC sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso dont le Cidoc est membre créateur.

La plateforme s'est pour ce faire, dotée d'un plan d'action 2019-2023 pour participer tant à la conception, l'exécution qu'au contrôle des politiques et actions en lien avec les questions sécuritaires qui seront développées au cours des prochaines années. On peut y noter comme actions prioritaires :

- Le renforcement des compétences des membres ;
- La sensibilisation des populations pour une meilleure collaboration avec les FDS ;
- L'amélioration des relations civilo-militaires ;
- La prise en compte de la dimension genre dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité.

Le Cidoc, dont la mission est de contribuer au développement de capacités des citoyens pour un engagement effectif dans la gestion des affaires publiques s'illustre dans ce processus de réforme et de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité. En effet, à

travers la mise en œuvre des projets financés par UNICRI et le NED, il mène des actions visant le renforcement de la participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire dans la région du sahel. Il en est de même du projet de capitalisation et du partage des expériences et des bonnes pratiques entre OSC de l'espace du G5 Sahel (Burkina Faso-Mali-Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité. D'où la pertinence de la présente étude cartographique qui est une des activités phare de ce projet.

La section qui suit présente les résultats de l'étude cartographique des OSC actives sur les questions de participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso. Cette cartographie est plus globale et va au-delà des organisations membres de la plateforme. Elle met en exergue des éléments d'analyse pertinents au sujet du cadre géographique, de l'envergure, des normes de gestion, des ressources et des connexions, des capacités et des besoins de renforcement de capacités.

III. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE

Des 55 questionnaires renseignés, 31 ont finalement été retenus pour la suite des analyses, les autres organisations n'ayant pas été jugées pertinentes au regard de leurs interventions.

Pour les OSC retenues, nous avons envisagé la cartographie sous la perspective de l'équilibre entre l'inclusion et la sélection des acteurs, à savoir les types d'acteurs couverts par l'exercice. C'est ainsi que dans la sélection définitive des OSC, tout en ayant opté pour une approche normative, nous avons été plus ou moins rigoureuse dans le choix de certaines organisations pour tenir compte d'un certain nombre de spécificités. Il s'agit du genre (organisations dirigées par des femmes le cas échéant), d'organisations traditionnelles ou d'auto-défense reconnues (Rugga, Dozo), d'organisations dirigées par des jeunes, d'organisations de lutte contre la corruption, la sécurité dans le secteur minier, la délinquance financière ainsi que des faitières. Ou encore, des organisations à caractère stratégique comme le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso (CESA-BF). Ceci, partant de la nécessité d'une présence variée d'expériences et d'expertises à partager.

3.1. Répartition géographique des organisations de la société civile intervenant dans la gouvernance sécuritaire au Burkina Faso

Elles sont réparties dans 9 localités dont la majorité se retrouve à Ouagadougou, avec 20 organisations sur 32 soit 62%. Les autres organisations sont réparties dans les localités suivantes : Dori avec 4 OSC, Djibo avec 2 OSC et Fada, Kaya, Titao, Nouna et Ouahigouya avec 1 OSC chacune.

Ouagadougou

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso (ARGA)
2	Association Graine de Paix (AGP)
3	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux (ATR/DI)
4	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso (REPSFECO/BF)

5	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire (CCCM)
6	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement (CERDE)
7	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso (CESA-BF)
8	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué (CINESDA)
9	Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD)
10	Cercle d'Eveil
11	Conseil national des organisations de la société civile (CN/OSC)
12	Fondation pour la Sécurité du Citoyen (FOSEC)
13	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine (GRASH)
14	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina (IGD)
15	Centre d'information et de documentation citoyennes (Cidoc)
16	Le balai citoyen
17	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement (MBM/SRE)
18	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina (RASALAO)
19	Réseau national de lutte anti-corruption (RENLAC)
20	Leadership Jeunes pour la Paix et le Développement en Afrique (LEJEPAD-Afrique)

Dori

1	Association Nodde Nooto (A2N)
2	Association TARTIT
3	Union fraternelle des croyants de Dori (UFC/Dori)
4	Association pour le Développement de la Région Nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
5	Centre d'information et de documentation citoyennes (Cidoc)

Djibo

1	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
2	Association pour l'éveil et la Responsabilisation en vue du développement du Yagha (AERD-HOODERE)

Fada

1	Association nationale des RUGGA (UNRB)
---	--

Kaya

1	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
---	--

Titao

1	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum (AGIR/Lorum)
---	--

Nouna

1	Association des DOZOs de la KOSSI (APDOK)
---	---

Ouahigouya

1	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina (CEFOC)
---	---

Tenkodogo

1	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
---	--

3.2. Couverture géographique des organisations

Les organisations retenues ont des couvertures géographiques diversifiées, allant du niveau sous régional (Afrique de l'Ouest) au niveau provincial en passant par le niveau régional et national.

Couverture nationale

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso
2	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
3	Association Graine de Paix (AGP)
4	Association nationale des RUGGA
5	Association Nodde Nooto
6	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux
7	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
8	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
9	Association TARTIT
10	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire
11	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
12	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
13	Centre pour la Gouvernance Démocratique
14	Cercle d'Eveil
15	Conseil national des organisations de la société civile
16	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
17	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
18	Le balai citoyen
19	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
20	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
21	Réseau national de lutte anti-corruption
22	Union fraternelle des croyants de Dori
23	Leadership Jeunes pour la Paix et le Développement en Afrique

Couverture provinciale

1	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
---	---

2	Association des DOZOs de la KOSSI
3	Association pour l'éveil et la Responsabilisation en vue du développement du Yagha

Couverture régionale

1	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
2	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
3	Conseil régional de la jeunesse Centre Est

Couverture sous-régionale

1	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso
2	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
3	Centre d'information et de documentation citoyennes

3.3. Taille du budget

Les budgets gérés par les organisations varient énormément d'une structure à l'autre, les 2 plus importantes organisations en taille de budget étant l'Union Fraternelle des Croyant/Dori et l'association Nodde Nooto.

Budget Supérieur à 500 millions F.CFA

1	Union fraternelle des croyants de Dori
2	Association Nodde Nooto

Budget compris entre 100 et 400 millions

1	Le balai citoyen
2	Association TARTIT
3	Centre pour la Gouvernance Démocratique
4	Réseau national de lutte anticorruption
5	Centre d'information et de documentation citoyennes

Budget compris entre 50 et 99 millions

1	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
2	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
3	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
4	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
5	Conseil national des organisations de la société civile

Budget compris entre 10 et 49 millions

1	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux
2	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire

3	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
4	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
5	Association nationale des RUGGA
6	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
7	ARGA Burkina Faso
8	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
9	Association Graine de Paix (AGP)

Budget moyen inférieur à 10 millions

1	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
2	Association des DOZO de la KOSSI
3	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
4	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
5	Cercle d'Eveil
6	Leadership Jeunes pour la Paix et le Développement en Afrique

3.4. Réseautage

L'appartenance d'une organisation à des réseaux dénote de la volonté de cette organisation de travailler en synergie avec d'autres organisations sœurs pour plus d'efficacité, voire d'efficience. La grande majorité des organisations cartographiées sont membres de réseaux, certaines appartenant à des réseaux sous régionaux, voire internationaux.

Organisations membres de réseaux nationaux

Les réseaux concernés sont : Unions provinciales et régionales des éleveurs ; Conseil National des OSC ; Conseil National de la Jeunesse ; Plateforme des OSC sur la réforme de la gouvernance sécuritaire ; SPONG ; CCEB ; REB ; ODE ; CN/OSC Nord ; Réseau paix et cohésion sociale ; Voix de la paix (EQUAL ACCESS) ; Réseau provincial du Yagha de la protection de l'enfance ; BURCASO ; CNJ-BF ; RAME ; ITTIE ; Publier ce que vous Payez (Transparence dans les industries minières) ; Réseau OSC actives sur la Transparence dans les finances publiques ; Réseau OSC actives sur la Justice fiscales ; RESOCIDE ; ODDH ; Collectif citoyen pour l'agroécologie ; Coalition citoyenne pour la préservation de l'environnement ; CCVC ; Cadre de concertation des OSC intervenant dans le domaine des Finances publiques ; CELLRAD-BF ; DESC.

1	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
2	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
3	Association des DOZO de la KOSSI
4	Association Graine de Paix (AGP)

5	Association nationale des RUGGA
6	Association Nodde Nooto
7	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux
8	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
9	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
10	Association TARTIT
11	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire
12	Centre pour la Gouvernance Démocratique
13	Cercle d'Eveil
14	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
15	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
16	Le balai citoyen
17	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
18	Réseau national de lutte anti-corruption
19	Union fraternelle des croyants de Dori
20	Centre d'information et de documentation citoyennes

Organisations membres de réseaux sous-régionaux

Les réseaux sous-régionaux sont les suivants : ARGA ; WANEP ; UICN ; WANEP ; RPSFECO régional ; ARGA ; UAOD ; Plateforme des OSC du Liptako-gourma pour la sécurité au sahel ; RASALAO ; RJSDAO.

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso
2	Association Graine de Paix (AGP)
3	Association Nodde Nooto
4	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
5	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
6	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
7	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
8	Union fraternelle des croyants de Dori
9	Centre d'information et de documentation citoyennes

Organisations membres de réseaux internationaux

Les réseaux concernés sont : Interpeace ; UPABP ; Université de Paix en Afrique ; UICN ; AIDR ; ACCA ; Réseau des OSC partenaires de NED ; CESA ; Afrobaromètre ; IBP ; BRIGE ; PGO ; Pan Africanism Today ; GPN) ; Afriki (mouvements citoyens africains) ; AMNESTY INTERNATIONAL ; IANSA.

1	Association Graine de Paix (AGP)
2	Association Nodde Nooto
3	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement

4	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso
5	Centre pour la Gouvernance Démocratique
6	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
7	Le balai citoyen
8	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
9	Centre d'information et de documentation citoyennes

3.5. Respect des normes de bonne gestion

Les critères retenus ici pour mesurer la bonne gestion de l'OSC sont l'existence de politique interne, de manuel de procédure et de système de contrôle interne. Les organisations retenues sur la liste ci-dessous sont celle répondant à au moins deux de ces critères.

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso
2	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
3	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
4	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
5	Association des DOZOs de la KOSSI
6	Association Graine de Paix (AGP)
7	Association nationale des RUGGA
8	Association Nodde Nooto
9	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
10	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
11	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
12	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
13	Association TARTIT
14	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
15	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
16	Centre pour la Gouvernance Démocratique
17	Cercle d'Eveil
18	Conseil national des organisations de la société civile
19	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
20	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
21	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
22	Le balai citoyen
23	Réseau national de lutte anti-corruption
24	Union fraternelle des croyants de Dori
25	Centre d'information et de documentation citoyennes

3.6. Disponibilités en ressources humaines et matérielles

Les organisations ici retenues sont celles qui disposent d'un siège, de personnel qualifié et compétent et de ressources matérielles pour fonctionner et mener normalement leurs activités.

1	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
2	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
3	Association des DOZO de la KOSSI
4	Association Graine de Paix (AGP)
5	Association Nodde Nooto
6	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
7	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
8	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
9	Association TARTIT
10	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
11	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso
12	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
13	Centre pour la Gouvernance Démocratique
14	Cercle d'Eveil
15	Conseil national des organisations de la société civile
16	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
17	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
18	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
19	Le balai citoyen
20	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
21	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
22	Réseau national de lutte anti-corruption
23	Union fraternelle des croyants de Dori
24	Centre d'information et de documentation citoyennes

3.7. Programmes d'actions mis en œuvre et régulièrement évalués

Les organisations qui disposent d'un programme d'action mis en œuvre et régulièrement évalués sont au nombre de 25. Ces programmes d'actions s'articulent autour de plans stratégiques, de plans d'actions annuels ou pluriannuels ou encore d'un ensemble de projets mis en œuvre. Ils sont essentiellement orientés vers les questions sécuritaires, la participation citoyenne et la redevabilité publique, l'Etat de droit, la bonne gouvernance, la lutte contre l'extrémisme violent et la gestion préventive des conflits, le renforcement de capacités, les sensibilisations et le dialogue pour la paix, les droits humains et la lutte contre la corruption, etc.

Ces plans stratégiques, projets et plans d'actions sont régulièrement évalués selon les déclarations de ces OSC.

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso
2	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
3	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
4	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
5	Association des DOZOs de la KOSSI
6	Association Graine de Paix (AGP)
7	Association Nodde Nooto
8	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
9	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
10	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
11	Association TARTIT
12	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
13	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
14	Centre pour la Gouvernance Démocratique
15	Cercle d'Eveil
16	Conseil national des organisations de la société civile
17	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
18	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
19	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
20	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
21	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
22	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
23	Réseau national de lutte anti-corruption
24	Union fraternelle des croyants de Dori
25	Centre d'information et de documentation citoyennes

3.8. Capacités de participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire

Cinq critères ont prévalu au classement sur cette liste. Il s'agit des suivants :

1. Capacité/Contribution de monitoring des politiques et réformes du secteur de la sécurité ;
2. Capacité/Participation à des actions de mise en œuvre des politiques et stratégies ;
3. Capacité à offrir des prestations de services de sécurité ;
4. Capacité à concevoir des formations et à les exécuter ;
5. Collaboration avec les structures gouvernementales en charge des questions de sécurité

La collaboration avec les structures gouvernementales en charge des questions de sécurités est informelle et se limite à l'invitation à la participation d'activités de part et

d'autre ou en la réalisation conjointe de certaines activités le cas échéant et lorsque la participation de la société civile est requise.

Les OSC ont été classées selon qu'elles jouissent d'une forte et moyenne capacité. Les OSC de faibles capacités n'ont pas été retenues dans ce classement.

Les OSC jugées de forte capacité sont celles ayant répondu à au moins 3 des 5 critères tandis que les OSC de capacité moyenne sont celles ayant répondu à 2 des critères listés.

Forte capacité

1	Association TARTIT
2	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
3	Centre pour la Gouvernance Démocratique
4	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
5	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
6	Union fraternelle des croyants de Dori
7	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
8	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
9	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
10	Centre d'information et de documentation citoyennes

Moyenne capacité

1	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
2	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
3	Association Nodde Nooto
4	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso
5	Cercle d'Eveil
6	Conseil national des organisations de la société civile
7	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
8	ARGA Burkina Faso

3.9. Capacités de plaidoyer et de mobilisation sociale.

La capacité de plaidoyer et de mobilisation sociale a été évaluée selon cinq critères à savoir :

1. Recherches et analyses effectuées sur les questions de sécurité ;
2. Documentation de faits sur les questions de sécurité ;
3. Organisation de plaidoyer ;
4. Existence d'un système de suivi/alerte ;
5. Rapport aux citoyens des résultats d'analyse.

Trois groupes d'organisations ont été dégagés, les OSC de forte capacité de plaidoyer et de mobilisation sociale (au moins 4 critères respectés), les OSC de moyenne

capacité (au plus 3 critères respectés) et celles de faible capacité (au plus 2 critères respectés).

Forte capacité :

1	Association Graine de Paix (AGP)
2	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
3	Association TARTIT
4	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
5	Centre pour la Gouvernance Démocratique
6	Cercle d'Eveil
7	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
8	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
9	Réseau national de lutte anti-corruption
10	Centre d'information et de documentation citoyennes

Moyenne capacité

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso
2	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
3	Association nationale des RUGGA
4	Association Nodde Nooto
5	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIUED/Afrique)
6	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
7	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
8	Conseil national des organisations de la société civile
9	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
10	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
11	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
12	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
13	Union fraternelle des croyants de Dori

Relative faible capacité

1	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
2	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
3	Association des DOZOS de la KOSSI
4	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux
5	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
6	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire
7	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique section Burkina Faso
8	Le balai citoyen

3.10. Besoins en renforcement de capacités

Les besoins de renforcement de capacités identifiés s'articulent autour de trois axes :

1. Le monitoring des politiques de gouvernance du secteur de la sécurité ;
2. La recherche, les appuis-conseils et la formation ;
3. Le plaidoyer et la mobilisation sociale.

Besoins de renforcement en monitoring des politiques publiques.

Il s'agit plus précisément de formations, du suivi/ contribution à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques en lien avec la gouvernance sécuritaire

1	Alliance pour Refonder la gouvernance en Afrique – Burkina Faso
2	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
3	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
4	Association des DOZOs de la KOSSI
5	Association Graine de Paix (AGP)
6	Association nationale des RUGGA
7	Association Nodde Nooto
8	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux
9	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
10	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
11	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
12	Association TARTIT
13	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire
14	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
15	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
16	Centre pour la Gouvernance Démocratique
17	Cercle d'Eveil
18	Conseil national des organisations de la société civile
19	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
20	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
21	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
22	Le balai citoyen
23	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
24	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
25	Réseau national de lutte anti-corruption
26	Union fraternelle des croyants de Dori

Besoins de renforcement en Recherche/Appui conseil/Formation

Ces besoins s'articulent entre autres autour de :

- Formations en méthodologie de recherche appliquée à la défense et sécurité ;
- Formation dans le domaine du renseignement communautaire
- Appuis technique et financier pour l'acquisition de matériels multiformes au profit des structures en charge de la gouvernance sécuritaire ;
- Appui technique et financier pour la réalisation d'études sur l'état de la gouvernance sécuritaire dans certaines provinces aux fins de la rédaction de plaidoyers auprès des premières autorités du pays
- Dotation en documentation sur les questions de gouvernance sécuritaire ;
- Soutien logistique

1	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
2	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
3	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
4	Association des DOZO de la KOSSI
5	Association Graine de Paix (AGP)
6	Association nationale des RUGGA
7	Association Nodde Nooto
8	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux
9	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
10	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
11	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED/Afrique)
12	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
13	Association TARTIT
14	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire
15	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
16	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
17	Centre pour la Gouvernance Démocratique
18	Cercle d'Eveil
19	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
20	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
21	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
22	Institut pour la Gouvernance et le Développement Burkina
23	Le balai citoyen
24	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement
25	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
26	Réseau national de lutte anti-corruption
27	Union fraternelle des croyants de Dori

Besoins de renforcement en Plaidoyer et mobilisation sociale

Ces besoins ont trait à :

- Des formations sur les méthodes de plaidoyer et de mobilisation sociale ;

- Des appuis à la mise en place de de mécanisme de suivi citoyen et de dénonciation des infractions, délits et crimes en matière de gouvernance sécuritaire par les populations ;
- Des dotations de moyens logistique et de communication ;
- Des appuis technique et financier pour la réalisation d'émissions radiophonique de dénonciation des problématiques de la gouvernance sécuritaire ; etc.
- Appui technique et financier pour la réalisation d'activités de mobilisation sociale portant sur la collaboration civilo-militaire (match de football, compétition de jeux de société, sensibilisation de masse, conférence publique, sketch, travaux d'intérêt commun)

1	Association AGIR pour le développement de la province du Loroum
2	Association Burkindi pour le Développement de la Région du Centre-Nord (ABDR/CN)
3	Association Cercle d'Etude et de Formation Civique /Burkina
4	Association des DOZOs de la KOSSI
5	Association Graine de Paix (AGP)
6	Association nationale des RUGGA
7	Association Nodde Nooto
8	Association pour le Développement de la Région nord/ Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
9	Association pour l'éveil et la responsabilisation en vue du développement du Yagha
10	Association Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO antenne du Burkina Faso
11	Association TARTIT
12	Cadre africain de Coopération Civilo-Militaire
13	Centre d'Etude et de recherche sur le Droit à l'Environnement
14	Centre International d'Etude sociologiques et de droit appliqué
15	Centre pour la Gouvernance Démocratique
16	Conseil régional de la jeunesse Centre Est
17	Fondation pour la Sécurité du Citoyen
18	Groupe de Recherche -Action sur la Sécurité Humaine
19	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina
20	Réseau national de lutte anti-corruption
21	Union fraternelle des croyants de Dori

CONCLUSIONS GENERALES

Au terme de cette étude cartographique, il ressort que sans être exhaustif, les organisations qui sont ici retenues, constituent un échantillon représentatif de la diversité des OSC au Burkina Faso. On y retrouve des organisations menant une gamme d'activités variées. En effet, l'échantillon se compose de i) thinktanks, ii) de centres d'études et de recherches, iii) d'organisations actives sur le terrain des opérations, iv) d'organisations fortes dans la mobilisation sociale et le plaidoyer ainsi que, v) des organisations actives en matière de dialogue et de médiation.

Cette diversité traduit la richesse des expériences et des expertises portées par ces organisations et constitue une ressource importante que le Cidoc pourrait exploiter pour la mise en œuvre réussie de ce projet.

De l'échantillon ainsi constitué, il se dégage deux groupes d'organisations : des organisations très actives et celles moyennement actives sur les questions de participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire.

Les organisations très actives au nombre de 20 sont les suivantes : Agir/Lorum, AGP, APDOK, ARGA, Balai citoyen, CERDE, CESA-BF ; CGD, Cidoc, CINESDA, CN-OSC, IGD, GRASH, FOSEC, RENLAC, RASALAO, TARTIT, UFC-Dori, UNRB, CE.D.DEV, A2N.

Ces organisations respectent à la plupart des critères fixés en termes de capacités. Elles ont une bonne couverture géographique du pays, elles ont de bonnes capacités de gestion. Elles sont capables de mobiliser des ressources humaine, matérielle et financière pour la mise en œuvre de leurs activités, projets et programmes. Elles ont une forte capacité contributive de participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire, de plaidoyer et de mobilisation sociale.

Celles moyennement actives au nombre de 10 se composent des organisations suivantes : CEFOC, RPSFECO, ADRN-B, AERD-HOODERE, ATR/RI, CRJ-CE, CCCM, UNIJED-Afrique, MBM-SRE, ADRN-SB

Ces organisations répondent à moins de critères que les premières ou alors le degré de conformité aux critères sont relativement plus faibles.

Toutefois, les besoins de renforcement des capacités sont communs à toutes ces organisations, avec des variances suivant les trois grands domaines que sont le monitoring des politiques de gouvernance du secteur de la sécurité ; la recherche, les appuis-conseils et la formation ainsi que le plaidoyer et la mobilisation sociale.

RECOMMANDATIONS

1. L'exercice, pour des raisons diverses n'a pas pu prendre en compte certaines organisations reconnues comme actives sur les questions de gouvernance sécuritaire. Il s'agit notamment du CIFDHA, de Free Afrik, de ACE/RECIT, du CISAG, etc. Compte tenu de la potentielle contribution qu'elles peuvent apporter, nous recommandons au Cidoc de les associer aux différentes activités qu'elle aurait à mener dans le cadre de son projet de capitalisation.
2. La base de données ne peut prétendre à l'exhaustivité. Pour que son utilité soit maximisée, elle devra être mise à jour régulièrement et les informations manquantes devront être complétées. Nous recommandons donc au Cidoc d'y veiller.
3. De nombreuses OSC ont marqué beaucoup d'intérêt au présent exercice de cartographie par le soin mis pour renseigner le questionnaire et la qualité des informations fournies. Elles ont souhaité être tenues informées de la suite du processus. Nous recommandons au Cidoc d'accorder une attention à cette demande.
4. Les organisations enquêtées ont également exprimé des besoins de renforcement de capacité. Nous recommandons au Cidoc de concevoir un plan de renforcement des capacités à leur adresse.

5. Enfin, au cours du processus, la légitimité du Cidoc pour entreprendre un tel exercice a été questionnée. Certaines OSC disaient ne pas connaître le Cidoc. Nous recommandons au Cidoc de travailler à sa plus grande visibilité auprès des autres organisations intervenant sur les questions de gouvernance sécuritaire.

6. Les participants à l'atelier de restitution ont aussi fait des recommandations à l'endroit du Cidoc à savoir :

- Mettre à la disposition des différents acteurs travaillant dans le cadre de la gouvernance sécuritaire, un répertoire des acteurs pertinents, aptes, qui font déjà le travail et qui connaissent bien le terrain ;
- Consolider les résultats des études avec celle du Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité-DCAF (une organisation de droit suisse basée à Genève) ;
- Documenter les meilleures pratiques dans les 3 pays où s'est menée l'étude à savoir le Mali, le Niger et le Burkina Faso
- Travailler à une plus grande visibilité du Cidoc afin de permettre une franche collaboration avec les OSC.

Enfin, les OSC présentes ont pris la résolution de renforcer et de consolider le travail déjà entrepris au niveau de la plateforme des OSC actives sur les questions de gouvernance sécuritaire.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

1. CGD : Etude sur la confiance des citoyens à l'égard des forces de défense et de sécurité – Septembre 2016
2. Banque mondiale : Burkina Faso – Note d'information RSS – Février 2020
3. EU : Burkina Faso : Engagement de l'Union européenne envers la Société civile – Feuille de route 2017-2020
4. Augustin Loada : La gouvernance des OSC au Burkina Faso – OSIWA -CODESRIA
5. Dr. Emile Ouédraogo : L'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale au Burkina Faso – Etude de cas – (Brouillon (Avant-projet) – Juillet 2018.
6. Forum national sur la sécurité – Ouagadougou du 24 au 26 octobre 2017 - Rapport général
7. ISS, UNOWAS, ecdpm : Cartographie sectorielle - Interventions relatives à la sécurité et à la gouvernance dans le sahel – Juin 2017
8. Augustin Loada et Ornelle Moderan : Rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité- *Boîte à Outils pour la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest* (Genève : DCAF, 2015).

ANNEXES

Annexe 1 : Répertoire des OSC enquêtées et retenues

Tableau de présentation de A2N

Nom de l'organisation	Association Nodde Nooto(A2N)
Adresse complète	Tél : 24 46 03 01/70 44 44 85 ; Email : contact@noddenooto.org ; Dori
Date de création	Juillet 1996
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°0005/MATS/PSNO/HC/DR du 12 juillet 1996
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès des populations aux ressources agro-sylvo pastorales dans un contexte de crise sécuritaire, - Contribuer à la consolidation d'un environnement apaisé et à la résilience des populations, - Promouvoir la paix sociale et la cohabitation pacifique par la sécurisation foncière, - Travailler à faire en sorte que les politiques publiques soient en adéquation avec les besoins/aspirations des populations, - Promouvoir l'implication citoyenne dans la gestion des affaires publiques, - Renforcement de l'implication citoyenne des populations à la gestion des services sociaux de base,
Organes/Structures	<ul style="list-style-type: none"> - Assemblée Générale (AG) - Conseil d'Administration (CA) - Direction Exécutive (DE)
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des ressources naturelles (GRN), - Innovations éducatives, - Mobilisation sociale, - Formations/ Renforcements de capacités.
Activités secondaires	N/A
Budget moyen annuel	1.200.000.000 F CFA
Produits/Prestations	Renforcement des capacités, exécution de projets de développement
Membership	43 membres dont 34 hommes et 9 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Oumarou CISSE
Partenaires/Bailleurs	Ministère de l'économie des finances et du développement, Commune de Dori, Commune de Kaya, Conseil Régionale du Centre-Nord, Union

	Européenne, Coopération Belge, Agence Française de Développement (AFD), Vétérinaires Sans Frontières-Belgique (VSF-B), UN Peace Building Fund (PBF), PNUD, UNFPA, Centre Parlementaire Canadien ; Banque Mondiale, Expertise France/ Union Européenne, Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) de la France ; Coopération Danoise (DANIDA).
Appartenance à des réseaux/Alliances	Secrétariat permanent des ONG (SPONG), Cadre de concertation des ONG et associations actives en éducation de base (CCEB), Plateforme des OSC sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso (PRGSS-BF), Réseau de l'Education de Base (REB), Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Alliance internationale pour le développement et la recherche (AIDR), etc.
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère de la défense ; Ministère de la sécurité ; Ministère de la justice Assemblée nationale
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Formations/ Renforcements de capacités
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	En collaboration avec l'UFC Dori et le MBDHP sahel, conduite d'activités civilo-militaires (Population, FDS)
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Formation /renforcement de capacités de plusieurs personnes de la structure en formulation et évaluation des politiques en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Recherches, analyses et documentations sur les questions de gouvernance sécuritaire ; Plaidoyer et mobilisation sociale ; Veille et alerte citoyennes ; Conception et mise en œuvre de formations sur les questions de gouvernance sécuritaire.
Perspectives	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la mobilisation sociale - Renforcer des plaidoyers auprès des FDS pour la prise des cultures de la population

Tableau de présentation de AGIR/Lorum

Nom de l'organisation	Association « AGIR » pour le développement de la province du Loroum en abrégé « AGIR/Lorum »
Adresse complète	Tél : 70849616/75503475 ; Email : soulamaaime29@gmail.com
Date de création	19 décembre 2015
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : PLRM0043
Couverture géographique	Provincial
Objectifs de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif général de l'association « AGIR » est de Contribuer au développement endogène basé sur les valeurs culturelles et sociales des communautés et ce, de façon intégrée, holistique et participative. <p>Ses objectifs spécifiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les communautés à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi- évaluation de projets pertinents de développements adaptés à leur contexte socio-économique et culturel ; • Faciliter l'accès aux ressources (humaines, financières, matérielles, informationnelles etc.) pour la mise en œuvre de projets innovants ; • Renforcer les capacités des groupes et des individus sur des thèmes innovants de développement ; • Apporter un appui conseil et accompagnement aux associations et coopératives ; • Accompagner tout acteur du développement à la formulation de stratégies et de plans de développement ; • Participer à des réflexions et des échanges sur des thèmes de développement ; • Participer à des actions de secours d'urgence de façon préventive et/ou opérationnelle en cas de détresse ou de catastrophe ; • Apporter des appuis institutionnels aux groupes cibles ; • Lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation.
Organes/Structures	L'Assemblée Générale (AG) et le Bureau Exécutif (BE)
Activités principales	Les activités principales de l'association « AGIR » sont orientées vers des actions de mobilisation sociale telles que les sensibilisations, les études et formations, les appuis conseils pratiques etc.
Activités secondaires	Conception de plans et construction de bâtiments, locations de matériels de stockage et conservation de produits maraichers, organisation évènementiel...
Budget moyen annuel	46 000 000 F CFA
Produits/Prestations	Les sensibilisations, les études et formations, les appuis conseils pratiques, conception et construction bâtiments etc.
Membership	Membres individuel 20 personnes dont 18 hommes et 2 femmes :
Nom du responsable de l'organisation	OUEDRAOGO Ousseyni Sougournoma (Président)
Partenaires/ Bailleurs	Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI-BF) ; Ministère de la Justice, Garde des sceaux (MJ) ;

	<p>Direction Régionale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique du Nord (DREEVCC/NORD) ; Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ; Organisation pour le secours humanitaire (OSEH) ; Agro sans frontière ; OSEH ; ONG-Educo ; Radio Voix du Loroum ; Association d'Insertion et d'Aide aux Orphelins (AIAO), Association des Jeunes pour le Développement de la Commune de Sollé (AJDCS) ; Organisation internationale pour les migrations (OIM) ; Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG) ; Les Circonscriptions Administratives (CA) de la province du Loroum ; Collectivités territoriales (CT) de la province du Loroum</p>
Appartenance à des réseaux/Alliances	SPONG
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Les circonscriptions administratives (Haut-commissariat et Préfectures) et les collectivités territoriales (CT) de la province du Loroum (MATDC)
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurité	<p>Des formations sur les thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Citoyenneté, Extrémisme violent, collaboration civilo-militaire et cohésion sociale ; - Rôles et missions des FDS : quels mécanismes de collaboration entre FDS et populations ; - Introduction aux droits humains ; - Lutte contre la corruption et ses méfaits, y compris le racket ; - Collaboration entre populations civiles et Forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation de masse sur le thème « corruption, respect des droits humains et collaboration/coopération entre FDS et population ; - Organisation d'un match de football entre FDS et population ; - Organisation d'un thé débat à l'attention des FDS et des populations ; - Tenue d'une journée de salubrité entre FDS et population ; - Travaux d'intérêt général regroupant FDS et population
Veille et alerte citoyenne	Suivi via des animateurs et relais sur toute l'étendue du territoire provinciale.
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui technique dans la rédaction de projet dans le domaine de la sécurité ; 2. Appui financier dans la mise en œuvre de projets dans le domaine de la sécurité et de la collaboration population-administration-FDS ; 3. Accompagnement dans la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce sur les problématiques liées à la gouvernance sécuritaire dans

	<p>la province du Loroum Accompagnement dans la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce sur les problématiques liées à la gouvernance sécuritaire dans la province du Loroum ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Appui-conseils dans la rédaction de projets visant une amélioration de la gouvernance sécuritaire ; 5. Appui financier pour l'acquisition de matériels multiformes au profit des structures en charge de la gouvernance sécuritaire dans la province du Loroum ; 6. Appui technique et financier pour la réalisation d'une étude sur l'état de la gouvernance sécuritaire dans le Loroum aux fins de la rédaction de plaidoyers auprès des premières autorités du pays ; 7. Appui technique et financier pour la réalisation d'activités de mobilisation sociale portant sur la collaboration civilo-militaire (match de football, compétition de jeux de société, sensibilisation de masse, conférence publique, sketch, travaux d'intérêt commun...) ; 8. Appui technique et financier pour la réalisation d'émissions radiophonique trimestrielle de dénonciation des problématiques de la gouvernance sécuritaire. Mise en place d'un cadre permanent de concertation au niveau régional sur les questions de gouvernances sécuritaire comme instrument d'aide à la prise de décisions ; 9. Appui financier pour la tenue de formations annuelles sur les thèmes susmentionnés.
Perspectives	<p>Rédiger un projet dans le domaine de la gouvernance sécuritaire ; Organiser un plaidoyer pour la prise en compte des actions civilo-militaire dans la planification des politiques sécuritaire ; Organiser un plaidoyer pour l'institution de cadre régionaux, provinciaux et départementaux de concertation sur la gouvernance sécuritaire ; Mettre en place un système d'alerte précoce sur l'offre de sécurité.</p>

Tableau de présentation de AGP

Nom de l'organisation	Association Graine de la Paix (AGP).
Adresse complète	Tél : 70 72 50 48/ 78 82 41 38/ 65 01 15 15 ; Email : henocsib@gmail.com BP 31 Gaoua
Date de création	10 mai 2010
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° : 2010 N°000186 MATD/SG/DGLPAP/DOASOC
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	<p>L'AGP a pour but de s'efforcer à l'édification de la paix et la résolution pacifique de tous conflits, par la voie de la non-violence active. Ses objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribuer à la promotion de la justice et de la paix par la non-violence active ; ✓ Participer au dialogue et à la réconciliation entre les peuples et les religions ; ✓ Résister au recours à la violence comme moyen de résolution des conflits interpersonnels ou sociaux ✓ Mettre en place et participer au renforcement des structures politiques démocratiques et des structures sociales économiques plus justes et plus harmonieuses ; ✓ Travailler à l'éducation à la paix, à la formation, à la médiation et à la résolution non violente des conflits partout au Burkina Faso et plus largement en Afrique et dans le monde ; ✓ Interpeller dans la fraternité les croyants des confessions religieuses sur leur vocation et leur responsabilité dans ce domaine.
Organes/Structures	L'Assemblée Générale (AG) Le Conseil d'Administration Le Bureau Exécutif (BE)
Activités principales	<p>Les principales activités de Graine de la Paix se résument en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Des ateliers de formation et d'instauration de la paix ; ✓ Des séminaires pour l'évaluation des programmes d'édifications de la paix ; ✓ Des formations sur la contribution et la gestion des conflits ; ✓ Des formations sur la promotion et le respect des droits humains ; ✓ Des ateliers sur les approches traditionnelles de réconciliation et d'instauration de la paix. ✓ Des plaidoyers auprès des populations, des sociétés civiles, des institutions, des organisations, des autorités.
Activités secondaires	<p>Les activités secondaires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'accompagnement des acteurs sociaux en vue de la guérison des mémoires affectées par les traumatismes de la guerre et ses effets. ✓ La recherche théologique sur la non-violence et ses implications pratiques au sein des Églises et des autres traditions religieuses. ✓ L'analyse des causes et des formes d'injustices et de violences dans notre société et la recherche des moyens non-violents pour y remédier, jusqu'à la désobéissance civile ;

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'Organisation des camps de paix au profit des jeunes ✓ Formations des couples.
Budget moyen annuel	Environ 47 000 000 F CFA
Produits/Prestations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution au retour à la paix dans les villages de Perkoura et de Loropeni ✓ Création des cercles de paix dans les lycées et collèges de la région du Sud-Ouest ; ✓ L'application du genre et l'implication des femmes dans le processus de l'édification de la paix
Membership	4 Hommes et 3 Femmes, soit un effectif de 7 personnes
Nom du responsable de l'organisation	Hénoch SIB
Partenaires/ Bailleurs	Les services déconcentrés et décentralisés de l'Administration territoriale (Mairie, Préfecture, Haut-commissariat, Gouvernorat/ Mennonite Central Committee (MCC) ; Pain Pour Le Monde (PPLM), TRF FV EVANGLISCHE/BIFTT d'Allemagne Des personnes physiques de bonne volonté
Appartenance à des réseaux/Alliances	Interpeace ; Union Panafricaine de Bâtisseurs de Paix (UPABP) ; Université de Paix en Afrique, WANEP, Commission de paix et de justice, ODE,
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Les FDS : la Police, la gendarmerie, les agents des eaux et forêt sont les corps militaires et paramilitaires avec lesquels AGP collabore dans le cadre de ses activités. Elle ne collabore pas directement avec des structures gouvernementales.
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le renforcement des capacités sur l'analyse et la gestion des conflits communautaires ✓ Renforcement des capacités en médiation et négociation
Recherches et analyses effectuées	La recherche théologique sur la non-violence et ses implications pratiques au sein des Églises et des autres traditions religieuses
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Le plaidoyer auprès des sociétés civiles, des institutions, des organisations et des autorités communales et départementales sur une gestion saine des conflits éleveurs-agriculteurs et sur le foncier
Veille et alerte citoyenne	Mise en place d'un mécanisme communautaire d'alerte précoce et d'un système inclusif de coordination des interventions des différents acteurs contribuant à la paix et à la sécurité dans la zone d'intervention de l'organisation afin de s'assurer du suivi des problèmes prioritaires dans le secteur de la sécurité.
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A

Besoins en renforcement de capacités	Les besoins de l'OSC sont surtout financiers et techniques dans les domaines où elle intervient.
Perspectives	Pérenniser les acquis en matière du renforcement des capacités et connaissances des populations, des leaders communautaires, des Organisations, des institutions et autorités sur l'alerte précoce, la prévention et la gestion des conflits communautaires, la citoyenneté, etc.

Tableau de présentation de APDOK

Nom de l'organisation	Association Provinciale des Dozos tradi-praticien de la Kossi [APDOK]
Adresse complète	Tél : 61-94-06-64 ; Email : karambirisiaka10@gmail.com ; Siège : Nouna
Date de création	17 janvier 2017
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° :2017-002/MATDSI/RBM/PKSS/HC-NNA du 17/01/2017)
Couverture géographique	Provinciale
Objectifs de l'organisation	Promouvoir et sauvegarder l'éthique et la culture dozos Répondre aux sollicitations des autorités locales dans le cadre de la cohésion sociale Participer à la promotion du dialogue entre les communautés locales Contribuer à la mise en œuvre réussie de la paix de proximité Lutter contre l'extrémisme violent
Organes/Structures	Section provinciale Section départementale Section villageoise
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation des personnes et des biens ; - Valorisation et promotion des valeurs culturelles ; - Promouvoir les valeurs communo-ethnoculturelles du vivre ensemble
Activités secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Médecine traditionnelle - L'élevage - L'agriculture - La chasse - Reboisement
Budget moyen annuel	1 110 000 F CFA.
Produits/Prestations	<ul style="list-style-type: none"> - Vente des produits agricoles et élevage - Cotisation - Pharmacopée traditionnelle
Membership	2485 personnes dont 2470 hommes et 15 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Karambiri Siaka
Partenaires/ Bailleurs	Ministère de la sécurité /Ministère de la culture des arts et du tourisme Police de proximité / Police Nationale/ Gendarmerie DP.CAT/Kossi MCAT ; Population locale et personnes de bonne volonté
Appartenance à des réseaux/Alliances	Union Régionale des Dozos de la Boucle du Mouhoun (URDBM)
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Direction nationale de la police de proximité Direction Régionale de la police de proximité Direction Provinciale de la police de proximité Gendarmerie Nationale Gouvernorat de la Boucle du Mouhoun
Apports en appuis-conseils et services	N/A

complémentaires aux institutions de sécurités	
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Conférence public « rôle et contribution » des jeunes pour une mise en œuvre réussi de la police de proximité Conférence public « rôle et place du dozos dans la lutte contre l'extrémisme violent
Veille et alerte citoyenne	Mise en place des cellules de veilles Dénonciation de toutes personnes suspectes aux autorités compétentes Démentiellement de réseau de bandits armés
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	-Dotation en documentation sur les questions de gouvernance sécuritaire - Formation sur les droits humains -Renforcement des connaissances sur la police de proximité -Appropriation du contenu de la politique sécuritaire
Perspectives	N/P

Tableau de présentation de ARGA

Nom de l'organisation	Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA)
Adresse complète	Tél : 70-74-90-38 /226 50 45 62 77/ (+226) 25 45 62 77 Mobile : (+226) 70 74 90 38 / (+226) 78 30 45 50 ; Email : boureimaouedraogo08@gmail.com / bensalaho@yahoo.fr ; Ouagadougou
Date de création	Octobre 2010
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°RCNR00000342301)
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	-construire et animer des espaces exclusifs de dialogue sur les enjeux de gouvernance -élaborer, mettre en débat et expérimenter des propositions novatrices de changement dans la gestion des affaires publique au BF -contribuer à influencer les politiques aux échelles nationales et locales -participer aux espaces nationaux de réflexions et de propositions pour améliorer le mode de gouvernance
Organes/Structures	Assemblée générale ; Bureau exécutif national ; Commission de vérification des comptes ; Conseil d'orientation ; Coordination.
Activités principales	Organisation et animation des débats publics ; Organisation et mise en débats de proposition sur la gouvernance aussi bien locale que nationale ; Collecte et capitalisation d'expérience et de production de connaissance sur divers thème (gouvernance, foncier etc.)
Activités secondaires	Participation aux divers réseaux de réflexion et de proposition sur la gouvernance ; Réalisation d'études pour les tiers ; Consultation Etc.
Budget moyen annuel	30 à 40 millions F CFA.
Produits/Prestations	-cahiers de proposition -rapport d'étude -rapport d'activités -note de plaidoyer ou de synthèse
Membership	23 personnes dont 20 hommes et 3 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Boureima OUEDRAOGO
Partenaires/ Bailleurs	Ministère de l'administration territoriale, ministère de la justice, CIFDHA, centre de presse, NIMD, PGRP, ARGASIEGE
Appartenance à des réseaux/Alliances	Conseil national des OSC
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	N/P
Apports en appuis-conseils et services	N/A

complémentaires aux institutions de sécurités	
Recherches et analyses effectuées	Elaboration d'un cahier de propositions des refondations de l'état et de la gouvernance en 2015 ; Réalisation d'études : -étude sur les initiatives locales de sécurité dans le centre en 2018 -étude sur les entrepreneurs violents -étude sur djihadisme et gouvernance
Documentations de faits effectués	Documentation des faits à travers les études réalisées
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Dans le cadre de la coalition des OSC
Veille et alerte citoyenne	S'opèrent à travers les études et les collectes d'expériences
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Renforcement des capacités sur l'analyse des politiques de gouvernance sécuritaire Renforcement des capacités des OSC sur leur rôle et place dans les politiques sécuritaires Renforcement des compétences des OSC à jouer leur rôle de veille citoyenne sur la gouvernance sécuritaire Organisation de cadres de réflexion sur la gouvernance sécuritaire
Perspectives	Poursuite et la finalisation des études en cours ; Organisation d'un forum national avec les différents acteurs pour partager les résultats ; Elaboration de propositions à l'endroit des différents acteurs.

Tableau de présentation du Balai Citoyen

Nom de l'organisation	Le Balai Citoyen
Adresse complète	Tél : 78924446 ; Email : kinda_athanase@yahoo.fr
Date de création	25 août 2013
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° : 0643
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p>Vision : faire du Burkina Faso, une société juste et intègre, dans un Etat de droit démocratique.</p> <p>Mission : Constituer une force de propositions et de pression pour le changement social par l'engagement citoyen.</p> <p>Objectif général : contribuer par l'action citoyenne à l'assainissement de la gestion de la chose publique</p> <p>Objectifs spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rendre effective l'implication responsable et consciente des populations dans la gestion de la chose publique ; - Rendre effective la redevabilité des gouvernants vis-à-vis des populations, - Rendre effectif le principe de l'alternance démocratique
Organes/Structures	<p>L'Assemblée Générale</p> <p>La Coordination Nationale</p> <p>Le Conseil d'orientation stratégique</p> <p>La Coordination Régionale</p> <p>La Coordination Communale</p> <p>Le Club Cibal</p> <p>L'Ambassade Cibal</p>
Activités principales	<p>Le Balai citoyen mène son action suivant deux axes: l'éducation à la citoyenneté des populations et la participation des populations à la gestion des affaires publiques.</p> <p><i>i) l'éducation à la citoyenneté des populations par :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la création et l'animation des cadres pour sensibiliser les populations sur leurs droits et devoirs, favoriser l'éveil et l'engagement des populations à la lutte citoyenne. - la création et l'animation de cadres d'échanges et d'actions (au niveau national et international) pour une participation citoyenne effective et accrue des populations à la gouvernance démocratique. - etc. <p><i>ii) la participation des populations à la gestion des affaires publiques par :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la promotion de la participation citoyenne aux élections, - la participation à la formulation et au contrôle des politiques publiques, - L'organisation de plaidoyers auprès des décideurs sur des questions majeures de la gouvernance démocratique.

	- etc.
Activités secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations pour prévenir la contamination de la maladie à coronavirus - Sensibilisation sur la protection de l'environnement - Sensibilisation sur la promotion des droits humains - Etc.
Budget moyen annuel	100 000 000 F CFA
Produits/Prestations	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la citoyenneté active de la jeunesse et des femmes pour une meilleure redevabilité publique ; - Partenariat pour la mise en œuvre d'un projet pilote de Dialogue sur la Justice et la Sécurité (JSD) au Burkina Faso entre l'U.S. Institute of Peace et le Balai Citoyen ; - Mise en œuvre du projet « Alliance Jeunes et Parlementaires » qui vise à contribuer à une meilleure prise en compte des intérêts socio-économiques des jeunes dans les travaux parlementaires ; - Mise en œuvre du projet « Jeunes ambassadeurs pour le renforcement du dialogue et la cohésion sociale dans la région de l'Est du Burkina Faso »
Membership	Hommes : 3500 Femmes : 500 Total : 4000
Nom du responsable de l'organisation	Serge Martin BAMBARA alias SMOCKEY
Partenaires/ Bailleurs	L'administration publique décentralisée et déconcentrée, l'Assemblée Nationale, la CENI, CGD, CIFOEB, SEMFILMS, AMR, FREE-AFRIK, ODJ, MBDHP, CIFDHA, AFJB, CPF, SPONG, GRET, IRAM, MST (Brésil), DIAKONIA, OXFAM, USIP, UE, FNUD
Appartenance à des réseaux/Alliances	Collectif citoyen pour l'agroécologie ; Coalition citoyenne pour la préservation de l'environnement ; Pan Africanism Today ; Global Partnership Network (GPN) ; Afriki (mouvements citoyens africains)
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	N/A
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Formation, mise en réseau avec les acteurs des initiatives communautaires de sécurité (Koglweogo)
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Mise en place des cellules de veille sur la sécurité dans les villages de la commune de Saaba

Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Renforcement de compétences sur la formulation et le suivi des politiques de sécurité
Perspectives	Formulation d'un projet sur le concept de « Dialogue, justice et sécurité »

Tableau de présentation de CE.D.EV

Nom de l'organisation	Cercle d'Eveil (CE.D.EV)
Adresse complète	Tél : 70097364 ; Email : efkonsimbo@yahoo.fr ; 01 BP 557 Ouagadougou 01
Date de création	Juin 2000
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°2010-080/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	Diffuser et promouvoir les idéaux et les valeurs contenus dans la déclaration universelle des droits de l'Homme ; Concourir à l'éducation civique des populations en favorisant la culture démocratique de tolérance, de paix et de dialogue dans la société ; Recentrer les débats politiques sur les véritables enjeux du pays ; Donner des éléments d'analyses aux citoyens sur les questions d'ordre politico-économiques et socioculturelles ; Assurer la défense de tout citoyen lésé dans ses droits.
Organes/Structures	L'Assemblée Générale Le Comité Exécutif
Activités principales	Plaidoyers ; Conférences ; Séminaires ; Informations ; Sensibilisation ; Animation médias ; Publication de périodiques.
Activités secondaires	Edition d'un bulletin de sensibilisation sur la culture civique.
Budget moyen annuel	6 000 000 F CFA
Produits/Prestations	Les bulletins d'information
Membership	Le CE.D.EV compte 13 structures régionales, 45 structures provinciales et 351 structures communales. Ce qui fait un total de 409 structures renfermant en leur sein 2500 individus dont 2000 Hommes et 500 Femmes
Nom du responsable de l'organisation	Evariste KONSIMBO
Partenaires/Bailleurs	Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale ; Ministère des droits humains et de la promotion civique ; ministère de la justice ; DIAKONIA ; Union Européenne ; Centre pour la gouvernance démocratique.
Appartenance à des réseaux/Alliances	Réseau des OSC pour le Développement (RESOCIDE) ; Observatoire de la démocratie et des droits de l'homme au Burkina Faso (ODDH)
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Le CE.D.EV collabore avec la représentation nationale

Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Avis et recommandations
Recherches et analyses effectuées	Recherche et recoupement d'informations sur les exactions (BAN, KAIN, YIRGOU, TANWALBOUGOU) ; Accompagnement judiciaire des familles des 11 détenus asphyxiés dans les locaux du commissariat central de police de Ouagadougou dans la nuit du 14 au 15 juillet 2019.
Documentations de faits effectués	Recherche et recoupement d'informations sur les exactions (BAN, KAIN, YIRGOU, TANWALBOUGOU) ; Déclaration sur les tueries de YIRGOU
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Participation avec le collectif contre l'impunité et la stigmatisation à l'organisation de marche meeting.
Veille et alerte citoyenne	Mise en place de relais du CE.D.EV sur le terrain et contact permanent avec ces relais
Suivi du respect des droits humains	Analyses et remontées d'informations sur la base du droit ; Accompagnement judiciaire des familles des 11 détenus asphyxiés dans les locaux du commissariat central de police de Ouagadougou dans la nuit du 14 au 15 juillet 2019 ;
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Communication périodique avec les médias et information du public des analyses et évaluations menées comme la déclaration sur les tueries de YIRGOU
Besoins en renforcement de capacités	Formation en technique de collecte et de traitement d'information en contexte de crise ; Formation en définition et mise en œuvre des politiques sécuritaires ; Formation en suivi et évaluation des politiques et en réseautage.
Perspectives	Influencer les politiques sécuritaires

Tableau de présentation du CERDE

Nom de l'organisation	Centre d'Etudes et de Recherches sur le Droit de l'Environnement (CERDE)
Adresse complète	alexis.nagalo@gmail.com/contact@cerde.com 72-49-10-30 Ouagadougou
Date de création	2014
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N/P
Couverture géographique	NATIONALE
Objectifs de l'organisation	<p>Promouvoir et vulgariser le droit de l'environnement au Burkina Faso ;</p> <p>Former les populations locales à la dynamique de la gouvernance environnementale ;</p> <p>Former les organisations faîtières dans le but d'accroître la productivité dans leurs activités en lien avec le développement durable ;</p> <p>Amener les organisations faîtières et les autres organisations de la société civile à s'impliquer dans la protection du droit de l'environnement ;</p> <p>Apporter l'appui technique aux institutions publiques et privées dans l'espace de dialogue et d'interpellation communautaire en matière de promotion du droit de l'environnement ;</p> <p>Valoriser la spécificité des politiques publiques en matière d'environnement ;</p> <p>Mettre en réseau les organisations faîtières dans le but d'impulser le développement durable</p>
Organes/Structures	Conseil scientifique ; Direction exécutive
Activités principales	<p>Travaux de collecte de données et production de rapports sur les interactions entre les villages et les aires protégées ;</p> <p>Veille juridique (cartographie des incidents environnementaux) de l'état des violations touchant au droit de l'environnement ;</p> <p>Appui conseil aux associations et ONG en matière de droits relatifs à l'environnement et à la santé ;</p> <p>Formation des collectivités territoriales en matière de chartes foncières et d'outils de gestion de l'environnement local ;</p> <p>Sensibilisation des populations sur le droit et les politiques de l'environnement au Burkina Faso</p>
Activités secondaires	Réalisation d'études socioéconomiques ; Vulgarisation des savoirs à travers les formations.
Budget moyen annuel	25 millions FCFA
Produits/Prestations	Formations ; études ; plaidoyer ; organisation et encadrement...
Membership	17 personnes dont 12 hommes et 5 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Yda Alexis NAGALO
Partenaires/ Bailleurs	Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST) ; Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso.
Appartenance à des réseaux/Alliances	African Coalition for Corporate Accountability (ACCA).
Structures gouvernementales avec	Ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique ; Ministère de la sécurité.

lesquelles l'OSC collabore	
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Analyse des opérations de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso sous le prisme de la protection de l'environnement ; Animation des cadres de réflexions scientifiques autour de la sécurité et de la sauvegarde de l'environnement ; Recommandation pour une prise en compte des enjeux environnementaux dans le renforcement de la lutte contre l'insécurité en tenant compte de la nécessité de sauvegarder notre écosystème gage d'une sécurité alimentaire de nos populations
Recherches et analyses effectuées	Analyse des opérations de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso sous le prisme de la protection de l'environnement
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	Veille scientifique ; Animation de cadres de réflexion et d'analyse avec des spécialistes (demi-journée de réflexion).
Suivi du respect des droits humains	Evaluation de la gestion publique des questions sécuritaires (en lien avec l'environnement) dans le cadre de réflexion, d'échanges et d'analyses avec des spécialistes
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Compte rendu d'une demi-journée de réflexion sur le lien environnement et terrorisme
Besoins en renforcement de capacités	Accès aux cadres de conception des politiques en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Accès aux informations, aux appels d'offres y afférentes ; Accès à certaines zones d'implémentation des recherches empiriques mettant en lien la sécurité et l'environnement ; Collaboration avec des organisations œuvrant dans le domaine pour plus d'efficacité.
Perspectives	Institutionnalisation de cadres d'échanges et de réflexion sur le lien environnement sécurité ; Mise à disposition de rapports d'études aux institutions en charge de la sécurité.

Tableau de présentation de CESA-BF

Nom de l'organisation	Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, section du Burkina Faso (CESA-BF)
Adresse complète	Tél : 70 25 39 99 / 55 26 41 41 ; Email : faty.vicens@gmail.com Ouagadougou
Date de création	2002
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° : N 00000440301 du 18 juillet 2018 conformément à la loi n°064-2015/CNT du 20 octobre 2015 portant liberté d'association
Couverture géographique	Nationale et régional (Afrique de l'Ouest)
Objectifs de l'organisation	Promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité aux plans national, régional et international en offrant une plateforme de confiance favorable au dialogue, en créant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques
Organes/Structures	Une assemblée Générale (instance suprême qui rassemble tous les membres) Un bureau de coordination qui comprend neuf (09) membres (organe chargé de la mise en œuvre des décisions de l'assemblée générale)
Activités principales	La réflexion stratégique, La sensibilisation, La formation et le plaidoyer pour la paix et la sécurité
Activités secondaires	Justice et droits humains Questions genre Bonne gouvernance Réforme et gouvernance du secteur de la sécurité
Budget moyen annuel	N/P
Produits/Prestations	Recherche et analyse stratégique Communications et conférences thématiques Echange d'idées et formations ouvert aux civils comme aux militaires
Membership	137 membres individuels dont 108 hommes et 29 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Fatimata Myriam VICENS
Partenaires/Bailleurs	Ministère de la sécurité Centre Nationale d'Etudes Stratégiques (CNES) Secrétariat General de la Défense Nationale (SGDN) Commission de la Défense et la Sécurité (CODES) Etat-major General des Armées

Appartenance à des réseaux/Alliances	Le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA) du Département de la défense des Etats Unis d'Amérique.
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère de la sécurité Ministère de la Défense nationale et des anciens combattants
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Fournir une analyse stratégique des défis de sécurité tout en soumettant des idées pratiques et fondées pour suggérer des pistes de solutions
Recherches et analyses effectuées	Production d'analyses sur les évènements qui affectent l'environnement sécuritaire
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	N/P
Perspectives	Développer des actions/ initiatives pour susciter la participation des citoyens à la gouvernance sécuritaire Développer un dispositif qui met en interface les FDS et les populations par le partage d'informations, le renseignement et la communication

Tableau de présentation du CGD

Nom de l'organisation	Centre pour le Gouvernance Démocratique (CGD)
Adresse complète	11 BP 373 Ouagadougou CMS 11 : tél : 25 37 44 96/ 76 67 32 32 : email : cgdbf@hotmail.com : Site web : http://www.cgd-igd-org
Date de création	29 mars 2001
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N° N00000660901
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	<p>Promouvoir la gouvernance démocratique au Burkina Faso et en Afrique à travers la recherche appliquée, la formation, l'éducation et la facilitation du dialogue démocratique.</p> <p>L'objectif global poursuivi par le Centre est de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de promotion de la gouvernance démocratique au Burkina Faso, tout en constituant un « centre de savoir » exerçant un leadership technique et intellectuel dans ce domaine.</p> <p>Ses objectifs spécifiques sont entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer et proposer de nouveaux instruments de renforcement de la gouvernance démocratique Renforcer les capacités de la société civile, des partis politiques et des élus, en tant qu'acteurs du processus démocratique, en particulier, leurs capacités d'analyse et d'évaluation des politiques publiques, et renforcer les espaces de dialogue entre eux ; • Promouvoir la conscience citoyenne, la culture démocratique et la participation des citoyens, en particulier des femmes aux processus de la gouvernance ; • Promouvoir la transparence et l'imputabilité, le professionnalisme et l'efficacité du processus électoral.
Organes/Structures	<ul style="list-style-type: none"> • L'Assemblée générale • Le Conseil d'administration • La Direction exécutive • Le Conseil scientifique • Le Groupe consultatif des partenaires du Centre
Activités principales	Domaines d'intervention : Gouvernance démocratique ; Gouvernance locale ; Gouvernance des ressources extractives ; Renforcement des capacités des partis politiques et des OSC ; Paix, Justice et Droits humains ; Sécurité ; Participation citoyenne ; Etat de droit ; Cohésion sociale ; Genre et inclusion ; Dialogues démocratiques.
Activités secondaires	N/A

Budget moyen annuel	300 millions F. CFA
Produits/Prestations	Rapports d'études sur : Gouvernance locale ; Participation politique des femmes et des jeunes ; Extrémisme violent ; Collaboration civilo militaire (IECCC- Information, Education, Communication pour le Changement de Comportement) ; Rapports de sondages : Présimètre et Afrobaromètre Rapports citoyens : Administration des élections ; Rapport sur les menaces à l'unité nationale, etc. Réalisation de symposium sur la gouvernance du secteur de la sécurité
Membership	Un think tank avec 10 membres du CA dont 5 hommes et 5 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Aminata Ouédraogo
Partenaires/Bailleurs	Parlement, Ministère des Finances ; Ministère de la Sécurité ; Ministère de la Décentralisation ; Ministère de la Promotion de la Femme ; Ministère des Droits humains. Ministère de la Justice ; Ministère des Mines, Conseil constitutionnel ; CENI ; Médiateur du Faso ; CSC ; Universités Thomas d'Aquin et Ky Zerbo ; Commission national des droits humains. OXFAM ; Ambassades du Danemark et de la Suède ; Diakonia ; PNUD ; Union Européenne ; USAID ; Counter Part ; Mercy Corps ; Coopération belge ; NDI ;
Appartenance à des réseaux/Alliances	Plateforme des OCS sur la G/RSS ; Plateforme gouvernance sanitaire (RAME) ; ITTIE, Publier ce que vous Payez (Transparence dans les industries minières) ; Réseau OSC actives sur la Transparence dans les finances publiques ; Réseau OSC actives sur la Justice fiscales ; CN/OSC (sous thématique gouvernance et droit humains) ; Afrobaromètre, IBP ; BRIGE (élection); PGO (Partenariat pour un Gouvernement Ouvert).
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère de la Sécurité ; Ministère de la décentralisation, SGDN (Secrétariat général de la Défense Nationale)
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Fourniture d'expertise sur les questions de politiques nationales et stratégies ; Appui à la mise en œuvre de la police de proximité dans la commune de Tousiana ; IEC sur la collaboration civilo-militaire à l'endroit des populations : information sur le rôle des forces de dépenses, recueil des griefs des populations à l'endroit des forces de défense et agents des forces de sécurités
Recherches et analyses effectuées	Enquête portant sur les besoins de sécurité au Burkina Faso ; Etude sur l'extrémisme violent
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Etude sur le genre et la sécurité suivi de plaidoyer avec comme résultat : contribution à la création de cellules genre sein de la Police, la Gendarmerie avec en perspectives leur installation dans 3 régions militaires

Veille et alerte citoyenne	Installation de 45 points focaux qui sont des relais du CGD dans les provinces pour alerter le CGD sur les problèmes qui se posent sur le terrain
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Publication des résultats des différentes études
Besoins en renforcement de capacités	Prise en compte du genre dans la formulation des politiques de sécurité Renforcement des capacités d'évaluation des réformes en cours ; Recherches, analyses et documentations sur les questions de gouvernance sécuritaire Formation des points focaux du CGD en veille et alerte citoyennes sur les questions de gouvernance sécuritaire
Perspectives	Suivre et évaluer l'efficacité des politiques et réformes en cour ; Continuer à travailler sur la collaboration entre populations et FDS pour renforcer la confiance mutuelle

Tableau de présentation du CINESDA

Nom de l'organisation	Centre International d'Etude Sociologiques et de Droit Appliqué (CINESDA)
Adresse complète	Tél : 70 21 50 16 / 70 11 66 22 ; Email : fakobruno.o@cinesda.org / bruno_ouattara@hotmail.com ; Ouagadougou
Date de création	19 JUIN 2001 réactualisé le 15decembre 2017
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°00000272401du 15 décembre 2017
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	Faire du droit un outil de développement au service des citoyens
Organes/Structures	N/P
Activités principales	<p>Les principales activités du CINESDA sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La collecte, le stockage et le traitement du droit positif burkinabé dans ses différentes composantes ; - La recherche des meilleurs outils de support, de diffusion du droit et de ses instruments d'application ; - Contribuer à la valorisation de l'expertise nationale et constituer une banque d'experts dans tous les domaines du droit ; - La détection, la prévention et la gestion du risque juridique ; - Le suivi institutionnel des projets de développement et la mise en œuvre de la bonne gouvernance ; - L'organisation des formations, des missions de consultations, la maîtrise d'œuvre de projets et l'élaboration des manuels de procédure ; - L'assistance juridique aux organisations paysannes, aux collectivités locales, aux services déconcentrés et nécessaires ; - La recherche sur les difficultés d'application du droit dans notre contexte africain ; - La mise en place d'un dispositif fonctionnel de mode alternatif règlement de conflit ; - L'organisation de sessions de règlement amiable des conflits ; - Mise en application la loi n°052-2012/AN du 17 décembre 2012 portant médiation en matière civile et commerciale en créant un centre de médiation civile et commerciale.
Activités secondaires	Formation des citoyens sur les procédures de gestion foncière et domaniale
Budget moyen annuel	20 000 000 F CFA
Produits/Prestations	N/P
Membership	Hommes : 200 Femmes : 50 Total : 250
Nom du responsable de l'organisation	Fako Bruno OUATTARA (Coordonnateur)

Partenaires/ Bailleurs	MATD, Justice (les juridictions), Finances (services de gestion foncière et domaniale) GRET, Laboratoire citoyenneté, Coopération française ; Avocats ; Huissiers ; Notaires ; Policiers ; Gendarmes.
Appartenance à des réseaux/Alliances	UAOD (Union Africaine des organisations de développement)
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Le MATD, Le ministère de la justice
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	A l'occasion de certains procès de certaines personnes dangereuses, informations des populations des localités sur le comportement des personnes dangereuses et comment informer qui de droit.
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	Nous veillons à ce que la lutte contre l'insécurité se fasse dans le respect des droits humains en apportant notre contribution a la justice militaire et aux tribunaux du pole terroriste.
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Formations des magistrats des pôles anti terroristes ; Évaluation des procédures de traitement des dossiers de terroriste au niveau de la justice tant militaire que civile en vue de leur simplification ;
Perspectives	Conduire avec les populations locales des enquêtes socio anthropologiques pour comprendre au-delà de l'apparence quels sont les réels enjeux cachés et où se situent les vrais acteurs

Tableau de présentation du CN/OSC

Nom de l'organisation	Conseil national des OSC (CN/OSC)
Adresse complète	Tél : 70 03 51 43 Email : yjonashien@gmail.com ; Ouagadougou
Date de création	Janvier 2011
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° : 00000454901 du 13-09-2018
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	Accroître les capacités organisationnelles et techniques des OSC dans la perspective de contribution à l'avènement d'un Burkina Faso démocratique et propre au côté de l'état et des autres acteurs du développement
Organes/Structures	<p>Au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Assemblée générale - La conférence nationale des OSC - Le Bureau exécutif national - Le Secrétariat permanent <p>Au niveau régional</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une assemblée générale régionale des OSC - Un Bureau de Coordination régional - Un secrétariat permanent régional ; <p>Au niveau provincial</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une assemblée générale provinciale - Un Bureau de coordination provincial - Un secrétariat permanent provincial - Un commissariat aux comptes. <p>Au niveau communal</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une assemblée générale communale - Un Bureau de coordination communale - Un secrétariat permanent communal
Activités principales	Suivi des politiques publiques de développement au niveau national et local Plaidoyer pour l'amélioration de la gouvernance démographique Renforcement de capacité pour plus de capacité afin d'influencer la gouvernance publique
Activités secondaires	Représentation des OSC auprès de l'état
Budget moyen annuel	80 000 000 F. CFA
Produits/Prestations	N/A
Membership	Plus d'une centaine de structure membres composés de réseaux, de collectifs, de Coordinations et d'Associations

Nom du responsable de l'organisation	Jonas HIEN
Partenaires/Bailleurs	Ministère de l'administration territoriale de la décentralisation et de la cohésion social et autres départements ministériels ; PNUD, Banque Mondiale
Appartenance à des réseaux/Alliances	N/A
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Le ministère de la sécurité
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	La plateforme pour la reforme et la gouvernance sécuritaire dans le secteur de la sécurité dont le CN/OSC fait partie mène des activités en ce sens
Veille et alerte citoyenne	Le Centre National pour la coordination du mécanisme d'alerte précoce et de réponse dans ses rapports mensuels, formule des recommandations dont certains sont adressé à la société civile
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	N/A
Perspectives	La possibilité de disposer d'un programme de suivi et de mise en œuvre de la politique nationale de sécurité

Tableau de présentation du FOSEC

Nom de l'organisation	Fondation Pour la Sécurité du Citoyen (FOSEC)
Adresse complète	Tél : +226 25 37 01 14 / 71 65 96 97 ; Email : fosecburkina@gmail.com Site web : www.fosec.org ; Ouagadougou
Date de création	2014
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N°2014 01423/MATS/SG/DGLP/DOSOC
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	Contribuer à la création d'une société où règnent la sécurité, la tolérance, la paix et la solidarité pour l'émergence d'une prospérité collective
Organes/Structures	Assemblée générale ; Bureau exécutif
Activités principales	La principale mission de la fondation est d'apporter une perspective de la société civile dans la résolution des défis sécuritaires touchant le citoyen. Les activités se structurent autour des thèmes suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité du citoyen • Citoyenneté et paix sociale • Reforme et gouvernance du secteur de la sécurité • Médiation dialogue • Question relevant du genre • Etudes et consultations
Activités secondaires	N/A
Budget moyen annuel	50 millions F. CFA
Produits/Prestations	<ul style="list-style-type: none"> – Formations (en renforcement de capacité à l'endroit des FDS et des populations civiles) – Sensibilisations (théâtre forum, matchs de football, Journées porte ouverte des FDS ; visites des FDS dans les établissements scolaires) – Conférences thématiques
Membership	20 personnes dont 13 hommes et 7 femmes
Nom du responsable de l'organisation	DR Emile OUEDRAOGO
Partenaires/Bailleurs	ILN (International Narcotic And Law Enforcement)
Appartenance à des réseaux/Alliances	Réseau Africain du Secteur de la sécurité

Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère de la sécurité Ministère de la Défense
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un manuel contextualisé de la prévention de la corruption et d'intégration social de FSI (Forces de sécurité Intérieur) et à Pô et à Cinkansé • Conférence thématique sur l'intégration sociale de l'agent de sécurité facteur d'efficacité sociale à l'endroit des élèves sous-officiers de la police • Conférence thématique sur la problématique de la sécurité routière : enjeux, défis et perspectives • Conférence thématique sur « la corruption des forces de sécurité : facteurs de contre-performances et d'insécurité ».
Recherches et analyses effectuées	<ul style="list-style-type: none"> • Etude de perception sur la sécurité dans la ville de Ouagadougou • Etudes diagnostiques sur la sécurité routière dans neuf (09) localités frontalières du Burkina Faso (Léo, Pô, Cinkansé, Niangoloko, Koloko...) • Etude de conceptualisation participative de l'extrémisme violent et du terrorisme dans 05 régions du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, Nord, Centre Nord, Sahel et L'Est)
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Mobilisation sociale dans des localités frontalières sur la collaboration entre population civile et FDS
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Dans le cadre d'ateliers de partage d'information dénommé share fair
Besoins en renforcement de capacités	<p>Formation des membres de la fondation sur les questions de gouvernance</p> <p>Formation sur les outils de suivi et évaluation des politiques de mise en œuvre en lien avec la gouvernance sécuritaire</p> <p>Documentation sur les questions de gouvernance</p> <p>Formation sur les techniques de plaidoyer</p> <p>Formation sur les techniques de veille et d'alerte citoyenne sur les questions de gouvernance sécuritaire</p> <p>Renforcement de capacités des membres FOSEC sur la conception de modules de formation et mise en œuvre de formation sur les questions de gouvernance sécuritaire</p>

Perspectives	<ul style="list-style-type: none">- Les sensibilisations pour plus d'implication des populations dans les questions de sécurité- Stratégie de pérennisation des projets à travers la prise en charge au niveau local par les acteurs locaux
---------------------	--

Tableau de présentation du GRASH

Nom de l'organisation	Groupe de recherche-action sur la sécurité humaine (GRASH)
Adresse complète	01 BP 6465 Ouaga CNT 01 ; Tél : 70 59 08 75 ; Email : grashburkina@gmail.com / trali200@yahoo.fr
Date de création	2017
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N000002169
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p>Le GRASH a pour but de participer à la construction d'une société plus sûre, havre de paix et de bien-être social et économique. Ses objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être un cadre de réflexions-actions et un outil d'aide à la décision ; - Contribuer à la lutte contre l'insécurité, le terrorisme et les nouvelles menaces ; - Former ou renforcer les capacités d'action des personnes et des organisations, publiques ou privées, sur la sécurité humaine ; - Développer des projets et programmes en matière de sécurité humaine ; - Conduire des recherches, des études et réaliser des publications ; - Mobiliser les ressources nécessaires à la poursuite de ses objectifs ; - Développer des partenariats avec des organisations et institutions opérant sur le même champ à l'intérieur du Burkina Faso et au niveau régional et international ; - Engager toute activité légale jugée nécessaire et propre à assurer la poursuite des buts et objectifs du GRASH
Organes/Structures	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil d'administration - Direction exécutive - Conseil scientifique
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> - Formation, sensibilisation - Recherche, études et publication - Plaidoyer
Activités secondaires	N/A
Budget moyen annuel	60 millions F. CFA
Produits/Prestations	<ul style="list-style-type: none"> - 3 études réalisées sur i) le radicalisme religieux dans la boucle du Mouhoun ; ii) la résilience du secteur privé ; iii) la coopération régionale transfrontalière ; - Guide sur la justice, traduit en gulmancema - Guide sur la prévention et la gestion des conflits fonciers, traduit en gulmancema
Membership	14 membres individuels dont 9 hommes et 5 femmes

Nom du responsable de l'organisation	Ali TRAORE
Partenaires/Bailleurs	Centre pour la Qualité du Droit et la Justice (CQDJ) ; Plateforme RGSS ; NDI ; NED
Appartenance à des réseaux/Alliances	Plateforme des OSC sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité ; Plateforme des OSC du Liptako-gourma pour la sécurité au sahel
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Centre d'études stratégiques ; Secrétariat général de la défense nationale
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Collaboration civilo-militaire ; Participation aux auditions de la commission défenses et sécurité ; Communications sur la contribution de la société civile aux questions de gouvernance sécuritaire.
Recherches et analyses effectuées	<ul style="list-style-type: none"> - Radicalisme religieux dans la boucle du Mouhoun ; - Coopération régionale transfrontalière - Résilience du secteur privé ;
Documentations de faits effectués	Monitoring des incidents sécuritaires
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Dans le cadre de la Plateforme RGSS
Veille et alerte citoyenne	Implication des bénéficiaires dans l'identification de leurs besoins et des actions à entreprendre ;
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Publication de rapport mensuels de monitoring « AGIR EN URGENCE OU PERIR »
Besoins en renforcement de capacités	Suivi des politiques en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Evaluation des politiques mises en œuvre ; Appuis-conseils sur les questions de gouvernance sécuritaire ; Méthodologie de recherche et d'analyse ; Elaboration de stratégie de plaidoyer
Perspectives	Renforcer la collaboration avec les OSC travaillant sur la sécurité

Tableau de présentation de l'IGD

Nom de l'organisation	Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD)
Adresse complète	Tel: (+226) 76 23 83 71; (+227) 96 97 18 68 ; Email : danjima.aks@gmail.com ; Ouagadougou
Date de création	2008
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° N00000687601 du 07/04 /2019
Couverture géographique	Sous régional : Burkina Faso, Mali, Niger, Bénin, Sénégal, Cote d'Ivoire, Togo)
Objectifs de l'organisation	L'Institut a pour mission de promouvoir la gouvernance démocratique et le développement humain durable en faveur notamment des jeunes. A cet effet, l'Institut met en œuvre une logique d'intervention scientifique pour offrir, au niveau national et régional, des connaissances, conseils, analyses, appuis, etc. L'IGD fonde ses objectifs stratégiques sur le postulat selon lequel l'avenir de l'Afrique repose sur sa jeunesse ; sans une formation politique et idéologique solide, la jeunesse africaine ne saurait relever le défi du développement économique et de la démocratisation.
Organes/Structures	<ul style="list-style-type: none"> • Le conseil d'administration • La direction exécutive
Activités principales	En tant que plateforme de recherche, l'Institut cherche à i) promouvoir les idées des experts et l'analyse politique sur les défis économiques, sociaux et politiques de notre âge ; ii) diffuser des connaissances pertinentes à un public plus large à travers des réseaux de politiques interactives, y compris la collaboration interdisciplinaire et universitaire ; iii) engager et éclairer le débat public sur l'avenir de l'Afrique
Activités secondaires	L'institut met e œuvre de nombreux programme dans la sous-région parmi lesquels le Program for Young Politician InAfrica (PYPA) mis en œuvre dans sept pays de l'UEMOA, le projet Engageons-nous pour plus de femmes en politique au Maroc et au Bénin, le projet Empowering Women In politique (EWIP)
Budget moyen annuel	N/P
Produits/Prestations	Réalisation d'étude Mise en œuvre de programme
Membership	N/P
Nom du responsable de l'organisation	Abdoul Karim SAIDOU, Directeur Exécutif
Partenaires/Bailleurs	<ul style="list-style-type: none"> • Union Européenne • Fondation internationale du parti du centre suédois (CIS) • Agence suédoise de coopération au développement international (ASDI) • Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
Appartenance à des réseaux/Alliances	N/P

Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la sécurité • École nationale de police
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Présentation des rapports ; Animation de nombreuses conférences à l'académie de police, la dernière est celle des cinquante ans de la police
Recherches et analyses effectuées	Réalisation de l'étude sur les mécanismes de résilience des jeunes faces à la violence et à l'exclusion sociale
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Projet « Jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'exclusion et l'injustice » mis en œuvre au Burkina Faso et en RDC en partenariat avec le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) Bruxelles.
Veille et alerte citoyenne	Se fait à travers les études et le Suivi Citoyen de l'Action Publique
Suivi du respect des droits humains	Se fait à travers la réalisation d'étude
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Les rapports des études sont édités et mis à la disposition du public et des visiteurs de l'institut
Besoins en renforcement de capacités	Réalisation d'une étude afin d'actualiser les données sur le plan sécuritaire
Perspectives	N/P

Tableau de présentation de LEJEPAD

Nom de l'organisation	Leadership Jeunes pour la Paix et le Développement en Afrique- (LEJEPAD)
Adresse complète	Tél : 71 08 36 33 / 76 07 86 06 ; email : lejepad.bf @gmail.com
Date de création	9 septembre 2017
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° : N°000000277501
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p>Le LEJEPAD s'est fixé les objectifs suivants :</p> <p>Créer une interaction entre les organisations de jeunes et d'autres partenaires pour faciliter leur participation active dans le processus de développement socio-économique, la culture de la paix et de l'intégrité.</p> <p>Sensibiliser et mobiliser des jeunes sur le civisme et sur citoyenneté ;</p> <p>Promouvoir la paix et le développement durable.</p> <p>Promouvoir le panafricanisme et renforcer le leadership des jeunes afin que ceux-ci soient des acteurs de paix et du développement durable ;</p> <p>Contribuer à l'approfondissement et la consolidation du processus démocratique et de bonne gouvernance, notamment la promotion des droits humains et l'emploi des jeunes à travers des études et recherche ;</p> <p>Promouvoir la culture de la transparence, de la responsabilité et du civisme en milieu jeunes ;</p> <p>Renforcer les capacités des organisations de la société civile, des organisations de jeunes et de femmes ainsi que d'autres partenaires pour la prévention, la gestion et la résolution pacifique des conflits à travers la communication, la concertation et le dialogue a tous les niveaux ;</p> <p>Améliorer la connaissance et la compréhension sur le respect de l'environnement et la gestion des ressources naturelles à travers le partage d'informations, la sensibilisation, l'éducation à l'environnement et au développement durable et d'autres actions novatrices ;</p> <p>Faciliter l'instauration d'une culture de paix et de démocratie, de non-violence et de justice ;</p> <p>Promouvoir l'émancipation de la jeune fille et de la femme par la formation et le plaidoyer.</p>
Organes/Structures	Assemblée générale, Conseil d'orientation, Bureau exécutif, Points focaux
Activités principales	<p>Contribution à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix ;</p> <p>Promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance en Afrique, dans la sous-région et plus particulièrement au Burkina Faso.</p> <p>Recherches ; Formations et sensibilisations.</p> <p>Il intervient sur trois (3) axes prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paix, sécurité et genre - Bonne gouvernance, démocratie et droits humains

	- Education et formation des jeunes et Développement durable
Activités secondaires	Plaidoyer et contrôle citoyen
Budget moyen annuel	3 000 000 F CFA
Produits/Prestations	L'OSC réalise des Formations en employabilité des jeunes et en création de micro-entreprises ; des Campagnes d'interpellation ; la vulgarisation de lois et actes réglementaires et le monitoring des politiques publiques. Elle effectue aussi des études sur les questions de citoyenneté, d'engagement citoyen et leadership jeune. Elle rédige et gère des projets de développement durable, réalise des activités de plaidoyers et de communication.
Membership	Hommes : 87 Femmes : 50 Total : 137
Nom du responsable de l'organisation	Issoufou KOSSE
Partenaires/ Bailleurs	OXFAM ; ASCE-LC
Appartenance à des réseaux/Alliances	Conseil National des OSC ; Conseil National de la Jeunesse ; LEJEPAD-Afrique.
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	ASCE-LC
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Formations employabilité des jeunes, création de micro-entreprises -Campagnes d'interpellation -Vulgarisation de lois et actes réglementaires 'Monitoring de politiques publiques -Etudes sur les questions de citoyenneté, d'engagement citoyen et leadership jeune -Rédaction et gestion d'un projet de développement durable -Plaidoyer et communication
Recherches et analyses effectuées	« Enjeux humanitaires de la crise sécuritaire au Sahel » Bordeaux, Juin 2020. Cet article a été écrit par le directeur exécutif, M. Abdoul Aziz KAFANDO, dans le cadre d'une mission de coopération internationale Burkina France pas expressément pour l'association.
Documentations de faits effectués	« Enjeux humanitaires de la crise sécuritaire au Sahel » Bordeaux, Juin 2020. Cet article documente des faits.
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	Vérification de la légalité des actes et opérations ; observations continues et alerte.
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Publication des résultats accessibles par tous
Besoins en renforcement de capacités	Formations sur la documentation, la recherche et les techniques de plaidoyer et de mobilisation sociale en matière de sécurité ; Politiques publiques de sécurité au Burkina Faso, rôle des OSC ;

	<p>Techniques d'évaluation, communication sécuritaire et citoyenne, monitoring politiques sécuritaires ;</p> <p>Formation sur la gouvernance sécuritaire, défense et sécurité ;</p> <p>Techniques d'évaluation, communication sécuritaire et citoyenne, monitoring politiques sécuritaires ;</p> <p>Méthodologie de recherche appliquée à la défense et la sécurité ;</p> <p>Précaution, risques et veille efficace ;</p> <p>Formations sur la conception et l'animation de modules en lien avec la gouvernance sécuritaire</p>
Perspectives	<p>L'organisation a en perspective de multiplier les campagnes de formation au secourisme et les comportements adaptés dans le contexte sécuritaire burkinabè afin que les citoyens acquièrent des réflexes susceptibles de sauver des vies.</p>

Tableau de présentation du RENLAC

Nom de l'organisation	Réseau national de lutte anti-corruption (RENLAC)
Adresse complète	Tél : 70262024 ; Email : renlac@renlac.com / nsagado@yahoo.fr ; Ouagadougou
Date de création	20 décembre 1997
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N° N00000673001
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p>Objectif général : « Contribuer à une réduction notable des faits et pratiques de corruption au Burkina Faso ».</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mener des campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption par l'organisation de journées de réflexion ; • Veiller à l'application des textes existants en matière de corruption et faire des propositions de codification dans les domaines non couverts, recevoir et instruire les plaintes de citoyennes victimes d'actes de corruption ; • Veiller à la prise par l'Etat de mesures visant à combattre les actes de corruption dans les transactions commerciales nationales et internationales ; • Œuvrer à l'adoption par l'Etat, d'un code de bonne conduite des agents de la Fonction publique et veiller à l'effectivité de sa mise en œuvre ; • Donner son avis sur tout dossier relatif à la corruption ; • Faire des propositions de mesures à prendre, suivre leur application effective et en faire la publicité dans un but éducatif ; • Engager toute action visant la lutte contre la corruption.
Organes/Structures	Assemblée générale Secrétariat exécutif Commissariat aux comptes Conseil scientifique
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> • Production et diffusion des connaissances sur la corruption (rapport sur l'état de la corruption, rapports thématiques, Bande Dessinée Kouka etc.) • Campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption par l'organisation d'émissions télé et radio, de séminaires, de conférences, des journées nationales de refus de la corruption (JNRC), de théâtres forum • Enquêtes pour vérifier les allégations de corruption dont certains citoyens ont eu connaissance et faire prendre en cas de nécessité les mesures qui s'imposent ; • Plaidoyers pour la prise par l'Etat de mesures et textes visant à combattre les actes de corruption dans les transactions commerciales nationales et internationales ; • Entreprendre des actions judiciaires (Plainte avec constitution de partie civile)

Activités secondaires	Suivi des projets routiers Formations sur le contrôle citoyen en matière de lutte contre la corruption Mise en place des clubs anti-corruption dans les établissements d'enseignement secondaire
Budget moyen annuel	350 000 000 F CFA
Produits/Prestations	Rapport sur l'état de la corruption Bande dessinée Kouka Rapport sur les présomptions de corruption dans le secteur de la santé Rapport sur les présomptions de corruption dans le des douanes, des mines Rapport sur les valeurs morales et civiques contre la corruption
Membership	22 Organisations de base
Nom du responsable de l'organisation	NACANABO Sagado
Partenaires/Bailleurs	ASCE-LC, Cour des Comptes, Justice Transparency Internationnal Coopération Suisse, Ambassade de Danemark, Oxfam, Diakonia, KFW, Banque mondiale, Union européenne La presse, CGD, CIFOEB
Appartenance à des réseaux/Alliances	La coordination de la Coalition de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés (CCVC) Le Cadre de concertation des OSC intervenant dans le domaine des Finances publiques
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	N/A
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Elaboration d'une stratégie de lutte contre la corruption au niveau des forces de sécurité intérieur
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	Les cas de rackets sur les axes routiers
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Des actions de plaidoyer en vue de la mise en place de comité anti-corruption
Veille et alerte citoyenne	Réalisation d'enquêtes et publication de rapports ; Rapport des pratiques de corruption dans les services de sécurité
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Diffusion périodique des rapports du RENLAC sur la corruption

Besoins en renforcement de capacités	Evaluation des politiques de mises en œuvre en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Appui -conseils sur les questions de gouvernance sécuritaire ; Recherches, analyses et documentations sur les questions de gouvernance sécuritaire ; Veille et alerte citoyennes sur les questions de gouvernance sécuritaire
Perspectives	Sensibiliser les acteurs du secteur de la sécurité sur la lutte contre la corruption ; Assurer des séminaires de formation dans les écoles de formations au niveau du secteur de la sécurité.

Tableau de présentation de TARTIT

Nom de l'organisation	TARTIT (Tolérance – Paix – Développement)
Adresse complète	06 BP 9359 Ouaga 06 Tél : +226 76 53 36 83 / 70 00 39 00 / 78 04 82 11 Siège : DORI Email : associationtartit@gmail.com ; Site web : http://tartitburkina.com/
Date de création	12 novembre 2015
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° N00000835201
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	L'objectif général de l'organisation est de participer au développement local, et à la protection des minorités et des personnes marginalisées. Plus spécifiquement, elle poursuit des objectifs de paix, sécurité, de cohésion sociale, de protection des droits humains, de lutte contre la stigmatisation et l'extrémisme violent. Elle poursuit également des objectifs en lien avec l'autonomisation des jeunes et des femmes à travers des activités génératrices de revenus (AGR).
Organes/Structures	Assemblée générale ; Conseil d'administration ; Bureau exécutif
Activités principales	TARTIT a à son actif plusieurs projets en cours : <ol style="list-style-type: none"> 1. Projet : FIVE, financé par le Département américain. Le projet vise à contrer le discours des extrémistes à travers des émissions radio pour sensibiliser les populations, des spots radio sur tolérance religieuses, la paix, etc. Activités : Formation des représentants de l'Etat sur les cultures sahéniennes pour une meilleure intégration dans le milieu ; Formation des FDS sur les droits humains ; Formation des population sur les droits humains ; dénonciation de cas de bavures ; Dialogue inter communautaire pour susciter la participation des populations, le rôle des chefs religieux dans la construction de la paix ; Activités socio- culturelles et sportives en direction des jeunes pour susciter la cohésion ; Organisation d'activités civilo-militaires. Lutte contre les causes profondes de l'extrémisme violent : AGR ; Octroi de kits d'installation pour les jeunes dans les villages ; Financement de petits projets en faveur des femmes et des jeunes ; Organisation de théâtres forums au niveau des villages sur la connaissance des FDS afin de favoriser leur acceptation par les populations. 2. Projet PPS (Paix pour le Sahel) financé par le NDI, dans 3 communes dans la zone sahel : Le projet travaille sur les questions de dialogue entre représentants de l'Etat et les populations : Organisation de

	<p>sessions de dialogue entre agents des eaux et forêts, infirmiers, préfets, etc., sur la redevabilité ;</p> <p>Fourniture de documents d'état civil aux populations (6000 personnes ayant bénéficié d'acte de naissance et de CNIB) ; Formation des jeunes sur les opportunités d'affaires et aide à la recherche de sources de financements.</p>
Activités secondaires	Aides aux personnes déplacées ; Distribution de vivres ; Lutte contre la corruption ; les raquettes ; Sensibilisation dans les lycées ; Sensibilisation des autorités locales ; Dénonciations de ces actes.
Budget moyen annuel	250 millions F.CFA
Produits/Prestations	Etudes sur l'état de la cartographie des services de base dans les communes du sahel pour le compte du NDI ; Etudes sur l'impact des sociétés minières sur les sociétés riveraines : appréhender l'approches et améliorer leur impact sur ces zones.
Membership	500 membres individuels
Nom du responsable de l'organisation	Ould Mohamedou Mohamed Mohmoud
Partenaires/Bailleurs	Département d'Etat américain, NDI, OIM, Association Burkina Danemark, USAID
Appartenance à des réseaux/Alliances	Plateforme des OSC sur la réforme de la gouvernance sécuritaire Plateforme des OSC du Burkina
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère de la sécurité
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Rapport aux autorités sur les questions de sécurité, avec recommandations
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	En collaboration avec le MBDHP
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Participation à ces activités en association avec d'autres structures
Veille et alerte citoyenne	Formation des populations sur la veille et les dénonciations afin de les amener à demander des comptes aux structures locales de sécurité
Suivi du respect des droits humains	Collecte des informations auprès des populations et des points focaux dans les communes qui sont au courant au jour le jour de ce qui se passe, suivi de documentation

Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Organisation de sessions de dialogue avec les communautés au cours desquelles les sujets d'intérêt sont abordés
Besoins en renforcement de capacités	Formation sur l'architecture générale de la R/GSS ; Plaidoyer sur les droits humains
Perspectives	Mettre l'accent sur le contrôle citoyen, dénoncer et faire des propositions constructives aux institutions de sécurité dans les zones d'intervention sur les besoins des populations en matière de sécurité ; Mettre l'accent sur la collaboration entre civiles et militaires pour plu de confiance

Tableau de présentation de UFC/Dori

Nom de l'organisation	Union fraternelle de croyants (UFC)/Dori
Adresse complète	BP 1 Dori BURKINA FASO ; Tél : +226 24 46 01 51 ; Fax : + 226 24 46 06 55 ; 70 24 87 69 ; Email : ufc@ufc-dori.org / ramdefp@gmail.com
Date de création	1969
Statut (reconnu ou non)	Reconnu, Récépissé : N/P
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	<p>MISSION : Promouvoir le développement intégral de l'Homme à travers la culture de la tolérance et du dialogue interreligieux, et la collaboration socioéconomique.</p> <p>OBJECTIF PRINCIPAL : Réaliser l'union entre les chrétiens, les musulmans et les autres confessions religieuses en vue d'assister les plus démunis et les conduire vers un développement par eux-mêmes et pour eux-mêmes.</p>
Organes/Structures	Assemblée générale ; Bureau du Conseil d'administration ; Equipe technique de coordination
Activités principales	<p>Elles s'inscrivent dans deux domaines principaux :</p> <p>1. Le dialogue pour la paix (Volet spirituel) :</p> <p>La Promotion de la concertation et de la culture des principes d'acceptation mutuelle ; la Promotion de la tolérance et du dialogue pour la paix au sein des communautés ; la Formation des communautés en général et de la jeunesse en particulier.</p> <p>Organisation de dialogues de foi pour apprendre les uns des autres, comprendre pour entreprendre ensemble ; Mise en place d'un centre dénommé Ecole de la paix ; Formation de nombreux jeunes venant de plusieurs localités du pays ; Mise en place de comité locaux de paix pour contribuer à la résolution des conflits.</p> <p>2. Le développement socioéconomique :</p> <p>L'Hydraulique villageoise ; la Sécurité et la Souveraineté alimentaire ; la Protection de l'environnement ; la Promotion de la Femme ; la Formation professionnelle ; la Réhabilitation et l'Insertion de la personne handicapée ; l'Accompagnement des populations dans leur désir de s'auto-promouvoir ; la Promotion du volontariat pour le développement.</p> <p>Promotion de boullis comme outils de promotion éco et de dialogue pour la paix (arbre à palabre, cadre de mobilisation autour du développement, et du dialogue interreligieux, sécurité alimentaire, cadre de promotion du vivre ensemble.</p>
Activités secondaires	Actions humanitaires. Ce sont les toutes premières actions de l'UFC.
Budget moyen annuel	600 millions F. CFA

Produits/Prestations	Réalisations de boullis ; Accompagnement communautaire ; Coopération civilo militaire : Approche pour améliorer la participation communautaire à la sécurité dans le cadre de la mise en œuvre du concept See Somthing, Say Something
Membership	Communauté catholique ; Communauté musulmane ; Diocèses de Dori
Noms des responsables de l'organisation	Souli Yembi Olivier Président et Dicko Hamidou Moussa Vice- président
Partenaires/ Bailleurs	MATDC ; MISEREOR ; Missio ; Conférences épiscopales Italie, Département d'Etat (Ambassade des USA au BKF ; (Fonds fiduciaire de l'UE) ; Pays Bas.
Appartenance à des réseaux/Alliances	SPONG ; OSC actives dans la réforme du secteur sécurité ; OSC actives dans le pastoralisme ; Membre Cellule nationale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent (CELLRAD-BF) ; Membre de la CELLRAD régionale avec siège en Mauritanie.
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	MATDC ; Directions régionales de la police ; Gendarmerie
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Contribution au forum national du secteur de la sécurité, avec citation de l'expérience de l'UFC dans le rapport. Apports dans la réforme du secteur en tant que membre du réseau des OSC. Appui à l'amélioration du fonctionnement des numéros d'appels d'urgence : recueil des récriminations et transmission aux autorités compétentes, avec des actions correctives à la clé.
Recherches et analyses effectuées	Etude sur les perceptions des communautés sur la protection sociale sur toute la région du sahel dans le cadre du Projet « 3 frontières » (Mali BKF Niger)
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Mobilisation de leaders religieux appelés Voix modérées (liste de personnes mobilisables dans les activités de l'UFC) ; Dialogues avec les leaders religieux.
Veille et alerte citoyenne	Organisation d'atelier à travers See Something Say Something pour évaluer l'état de fonctionnement des numéros d'appels
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Organisation d'émissions radio avec des spécialistes à partir des ressources de suivi des actions.
Besoins en renforcement de capacités	Formation sur les nouvelles préoccupations en lien avec les problématiques de la sécurité ; Partage des bonnes pratiques et approches utiles en termes de contribution à la mise en œuvre des politiques de sécurité ; Capacitation en

	monitoring au niveau local ; Renforcer les capacités du personnel sur les plans théoriques.
Perspectives	Continuer à améliorer la confiance entre FDS et civiles, cela permet de vivre mieux ensemble avec moins de suspicion. C'est un rempart contre les menaces extérieures. Souhaite avoir une action visible forte et généralisée sur plusieurs zones en dehors du sahel. Participation à des cadres de concertations régionaux

Tableau de présentation de l'UNRB

Nom de l'organisation	Union Nationale des Rugga du Burkina (UNRB)
Adresse complète	Tél : 70286797 / 72454590 ; Email : barry.boubakary@gmail.com , Siège : Fada
Date de création	Août 2016
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° MATD-SG/ DGLP n°2016/1502 du 22/08/2016
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> • La transmission en temps réel des informations au sein des membres de la communauté • La gestion des conflits internes et externes en lien avec l'accès aux ressources naturelles • La gestion des corridors de transhumance et la Sécurisation des pâturages • La solidarité entre membres et l'action commune à l'endroit des autorités • La lutte contre le terrorisme contre la radicalisation des jeunes et l'extrémisme violent
Organes/Structures	Bureau National, Bureau régional, Bureau provincial
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement de la transhumance interne et transfrontalière - Sécurisation des espaces et des parcours pastoraux - Prévention- gestion des conflits- agriculteurs- éleveurs - Médiation- négociation pour une transhumance apaisée - Plaidoyer pour l'accès équitable aux ressources naturelles - Lutte contre le vol de bétail - Prévention et lutte contre la radicalisation des jeunes bergers et contre l'extrémisme violent
Activités secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'obtention des documents de transhumance ; Carnets de vaccination, CIT (Certificat International de Transhumance) - Renforcement des capacités des membres en leadership - Appui pour l'accès aux intrants vétérinaires -
Budget moyen annuel	29 millions F. CFA
Produits/Prestations	N/A
Membership	324 membres individuels dont 300 hommes et 24 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Bandé Hamidou
Partenaires/ Bailleurs	Programme P4P de l'USAID ; G5 Sahel (partenariat en cours de construction), ART (Association des Rugga du Togo), Organisations des

	Rugga du Niger ; RECOPA (Réseau de Communication sur le Pastoralisme ; APESS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane)
Appartenance à des réseaux/Alliances	Les UNIONS provinciales et régionales des éleveurs
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère en charge de la sécurité
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Identification d'individus suspects ; Identification de sites susceptibles d'abriter des individus suspects
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Animation de nombreuses rencontres multi-acteurs, véritables tribunes de plaidoyer sur les questions sécuritaires
Veille et alerte citoyenne	L'UNRB dispose de relais dans toutes les zones à haut défi sécuritaire qui assurent la remontée systématique des informations sur la situation sécuritaire. Ce qui permet d'organiser des interventions diligentes chaque fois que de besoin.
Suivi du respect des droits humains	L'UNRB assure une veille citoyenne quasi permanente et interpelle les autorités sécuritaires chaque fois que des violations de droits humains sont portées à sa connaissance (détentions arbitraires d'éleveurs sur fonds de stigmatisation, exactions multiformes exercées sur des éleveurs en violation des droits humains)
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Renforcement des capacités en matière d'analyse des facteurs de vulnérabilité des populations dans les zones d'insécurité ; Formation en collecte et traitement de données ; Formation dans le domaine du renseignement communautaire ; Formations en plaidoyer et en leadership ; Renforcement des connaissances sur l'extrémisme violent
Perspectives	L'UNRB souhaite intensifier les actions de plaidoyer en faveur d'un dialogue direct avec les FDS pour rétablir la confiance fortement entamée entre FDS et communautés d'éleveurs au détour de la crise sécuritaire en lien

	avec tous les actes de marginalisation et de stigmatisation dont les éleveurs sont souvent l'objet. De telles concertations permettront sans doute de lever les zones d'ombre et d'améliorer les relations. De notre point de vue, on ne devrait pas faire l'économie d'un tel cadre de dialogue
--	--

Tableau de présentation de ABDR/CN

Nom de l'organisation	Association Burkindi pour le développement de la région du Centre-Nord (ABDR/CN)
Adresse complète	Tel : 70428543/78078210 E-mail : burkindi@as@gmail.com
Date de création	11 octobre 2016
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé n°201660010/MATDSI/RCNR//GKA/CAB du 11 octobre 2016 et publiée dans le JO le 22 décembre 2016 N°51 page 4519
Couverture géographique	Région du Centre Nord
Objectifs de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au développement de la région du Centre-Nord dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la promotion des droits humains à travers : - Sensibiliser, former et la réinsérer des enfants handicapés, orphelins, abandonnés ou en situation de précarité. - Sensibiliser, former sur les droits humains - Sensibiliser, former sur la sécurité routière et l'incivisme - Sensibiliser, former sur les inconvénients de la mendicité et la lutte contre le travail des enfants -Sensibiliser, former sur les principales maladies, les MST - Prise en charge de la scolarité des enfants en situation précaires -Promouvoir des familles d'accueil pour les enfants en situation précaires
Organes/Structures	Assemblée Générale et le Bureau Exécutif
Activités principales	<p>La sensibilisation, la formation et la réinsertion des enfants handicapés, orphelins, abandonnés ou en situation de précarité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation, la formation sur les droits humains et la bonne gouvernance - La sensibilisation, la formation sur la sécurité routière et l'incivisme -La formation sur la citoyenneté
Activités secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation, la formation sur les principales maladies, les MST -La prise en charge de la scolarité des enfants en situation précaires -Promouvoir des familles d'accueil pour les enfants en situation précaires -Dispensation de cours de soutien aux élèves en situation de précarité -Recensement des élèves déplacés dans la ville de Kaya et dispensation des cours de soutien à ces élèves -Réinsérer les élèves dans les différentes écoles -Sensibilisation sur le code de la route à travers des cinés-débats -Sensibilisation sur les inconvénients pervers du travail des enfants, les enfants déplacés et les enfants de la rue à travers des cinés-débats
Budget moyen annuel	205 000 F CFA
Produits/Prestations	<p>La sensibilisation, la formation sur les droits humains et la bonne gouvernance</p> <p>La sensibilisation, la formation sur la sécurité routière et l'incivisme</p>

	La formation sur la citoyenneté La réinsertion des élèves déplacés dans les différentes écoles.
Membership	48 membres dont 32hommes et 16 femmes
Nom du responsable de l'organisation	ZOUNDBOKO Adama
Partenaires/ Bailleurs	La radio ZAMA-FM à Kaya et la DPEPPNF du Sanmatenga.
Appartenance à des réseaux/Alliances	N/A
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	La direction régionale des droits humains,
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	Affectation de rôle de suivi à chaque membre de l'organisation. Par ce mécanisme, l'association a pu alerter et a permis ainsi de mettre aux arrêts à plusieurs reprises des terroristes au secteur 6 de Kaya.
Suivi du respect des droits humains	Pas de mécanisme particulier. Simplement : <ul style="list-style-type: none"> - Dénonciation des différentes atteintes aux droits humains par les forces de défense ; - Sensibilisation les populations sur leurs droits.
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Formation des membres en analyse des politiques en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Besoin de documentation sur la gouvernance sécuritaire
Perspectives	La dynamisation et la formation des volontaires L'opérationnalisation de la cellule d'éveil de crise installée dans les villages et secteurs

Tableau de présentation de ADRN/SB

Nom de l'organisation	Association pour le Développement de la Région du Nord / Sahel Burkinabè (ADRN/SB)
Adresse complète	Tél : 70 23 94 31 / 78 84 76 42 ; Email : associationadrnsb@gmail.com
Date de création	Avril 2001
Statut (reconnu ou non)	Reconnu Référence récépissé : N00000136301 du 17 Mars 2017
Couverture géographique	Régionale
Objectifs de l'organisation	<p>L'objectif de l'Association est de veiller/ Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés, en particuliers les couches les plus vulnérables des régions du Nord et du Sahel du Burkina Faso.</p> <p>Les objectifs spécifiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les moyens d'existences des agropasteurs par une gestion durables des ressources naturelles. • Réduire les inégalités en faveur de l'épanouissement socio-économique et culturelle de la femme, de la jeune fille et des jeunes désœuvrés ; • Accompagner le processus de décentralisation et renforcer la bonne gouvernance locale ; • Prévenir les conflits et consolider la paix
Organes/Structures	<ul style="list-style-type: none"> - L'Assemblée Générale - Le Conseil d'Administration
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> - Alphabétisation - Cohésion sociale - Formations socio-professionnelles
Activités secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation sur le respect des droits humains - Sensibilisations sur la collaboration FDS-populations
Budget moyen annuel	50 000 000 F CFA
Produits/Prestations	N/A
Membership	Membres individuels de 25 personnes dont 15 hommes et 10 femmes
Nom du responsable de l'organisation	MAIGA Issa Youssoufi
Partenaires/ Bailleurs	Commune de Dori, Commune de Falagountou, Conseil Régional Direction régionale des Droits Humains du Sahel, Direction Régionale de la Jeunesse, Direction Régionale de l'environnement, DPEPPNF/Séno, DREPPNF/Sahel, Bureau PHOENIX SAHEL, FONAEF, USAID/OTI, FAFPA, PNUD, UNCCD, Union Européenne
Appartenance à des réseaux/Alliances	N/A

Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Conseil Régional Direction régionale des Droits Humains du Sahel, Direction Régionale de la Jeunesse, Direction Régionale de l'environnement
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Sensibilisation des populations à travers THEATRES FORA dans 10 villages de la commune de Dori Organisation de journées sur la cohésion sociale avec plusieurs ethnies de la commune de Dori
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	Suivi auprès de la direction régionale des droits humains du sahel ; Communication avec les FDS et les populations
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Formations du personnel et des membres de l'association sur les méthodologies de formulations de politiques en lien avec la gouvernance sécuritaire Formation sur la gouvernance sécuritaire Formation sur le suivi évaluation des activités liées à la gouvernance sécuritaire Formations sur les méthodes de plaidoyer et de mobilisation sociale Renforcement des capacités sur la conception et la mise en œuvre des formations liées à la sécurité.
Perspectives	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations à travers plusieurs activités - Echanges avec les FDS sur les respects des droits de l'homme - Participation aux activités civilo-militaires pour une bonne cohésion entre FDS et populations. - Formations des populations sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

Tableau de présentation de AERD-HOODERE

Nom de l'organisation	Association pour l'Eveil et la Responsabilisation en vue du Développement (AERD-HOODERE/YAGHA) du Yagha.
Adresse complète	Tél : 70671960 /76154467 ; Email : hamidoumahamane@gmail.com / aerdhodere@yahoo.fr Sahel/Yagha
Date de création	2006
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°009/2019
Couverture géographique	Provinciale
Objectifs de l'organisation	Alphabétiser et éduquer les populations Promotion de la santé (lutte contre le paludisme, la tuberculose, les IST/VIH, la santé de la reproduction... Contribuer à la gestion de l'environnement et des points d'eau La bonne gouvernance
Organes/Structures	Bureau Exécutif Assemblée Général
Activités principales	Sensibilisations Prévention et gestion des conflits Renforcement de compétence des acteurs La résilience La lutte contre la pauvreté L'accompagnement communautaire Formation et accompagnement des jeunes La gestion de l'environnement
Activités secondaires	Entretien des voix en collaboration avec les FDS et les populations Organisation de concours de dessin sur la corruption et ses méfaits
Budget moyen annuel	50 000 000 F. CFA
Produits/Prestations	Sensibilisation
Membership	41 dont 35 hommes et 6 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Mahamane HAMIDOU
Partenaires/ Bailleurs	-Action social, Education, la santé, le ministère de la défense, la sécurité -PADS Organisation Internationale pour les migrations, ONG Terre des hommes de Lausanne, ASMADE, Médecin Du Monde, le projet Noma...
Appartenance à des réseaux/Alliances	-Réseau paix et cohésion sociale -CCEB-BF (éducation et formation des talibé) -Voix de la paix (EQUAL ACCESS) -Réseau provincial du Yagha de la protection de l'enfance qui est membre du réseau régional du sahel et du réseau national
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Le Ministères de la Défense, de la sécurité et l'administration territoriale et de la décentralisation
Apports en appuis-conseils et services	Mapping ; Identification et Répertoire des structures locales intervenant dans la prévention et gestion des conflits ; sensibilisation et accompagnement des services de sécurités

complémentaires aux institutions de sécurités	
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	En tant que bénéficiaire des activités de OIM, l'OSC mène des activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire les FDS, l'administration et les populations pour améliorer la confiance entre ces acteurs.
Veille et alerte citoyenne	Organisation de répondants communautaires ; Les rencontres de concertation et d'échange avec les associations et groupements intervenant dans le domaine de la sécurité ; Collecte des données sur les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles (causes et solutions locales).
Suivi du respect des droits humains	Privilège accordé à la résolution traditionnelle et locale (mise à contributions des structures locales de préventions et de gestion des conflits)
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Renforcement de compétences de l'équipe cadre, des animateurs et des répondants communautaires sur les mécanismes nationaux et locaux dans la prévention et la gestion des crises ; Renforcer les compétences des associations et groupements et administration intervenant dans le domaine de la gouvernance sécuritaire ; Rapportage, documentation, archivage et collecte des informations sur les mécanismes de gestion et prévention des conflits
Perspectives	Créer un réseau d'associations ou OSC à l'échelle provincial pour la pérennisation des acquis. Mettre à la disposition des communautés des documents de prévention et de gestion des conflits (mécanismes locaux, texte administratif et juridique

Tableau de présentation ATR/DI

Nom de l'organisation	Association pour la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux (ATR/DI)
Adresse complète	Tel : 70369070 ; Email : issounaba@gmail.com ; Ouagadougou
Date de création	30 novembre 2018
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° : N000004775
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p>Objectif global : Promouvoir le dialogue interreligieux, la coexistence pacifique et le brassage interconfessionnel.</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amener la population à se soucier du danger que constitue l'intolérance en général et l'intolérance religieuse en particulier ; • Sensibiliser les citoyens afin qu'ils s'impliquent dans la promotion de la tolérance religieuse et du dialogue inter religieux à tous les niveaux de la société ; • Promouvoir la coexistence pacifique entre les confessions religieuses, les races, les groupes ethniques et les personnes des deux sexes ; • Contribuer à l'épanouissement des libertés individuelles et collectives
Organes/Structures	Assemblée générale ; Bureau national ; Commissions,
Activités principales	<p>Organisation d'activités socioculturelles ;</p> <p>Production et diffusion d'émissions radio et/ou télé sur la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux ;</p> <p>Publication d'articles de presse sur la tolérance religieuse et le dialogue interreligieux ;</p> <p>Organisation de thé-débats, de causeries à bâtons rompus sur la tolérance religieuse, réalisation de travaux d'intérêt commun ;</p> <p>Organisation une réunion dévotionnelle tous les 06 mois avec les adeptes des différentes religions représentées au sein de l'ATR/DI ;</p> <p>Célébration de la Journée internationale de la tolérance 2019 ;</p> <p>Conduite de missions sur les théâtres des violations et des atteintes des droits humains.</p>
Activités secondaires	<p>Contribution à la réflexion lors de rencontres organisées par les OSC sœurs ;</p> <p>Renforcement des relations avec les institutions étatiques et les partenaires au développement.</p>
Budget moyen annuel	11 000 000 F. CFA
Membership	13 organisations de base
Produits/Prestations	Formations ; Activités de promotion du changement de comportement
Nom du responsable de l'organisation	Issaka SOURXEMA, Naaba Boalga, chef traditionnel du village de Dawelgué/Saponé.

Partenaires/ Bailleurs	USIP ; Oxfam ; WANEP ; Dialogue sans frontières ; Commission nationale des droits humains ; Ministère des droits humains et de la promotion civique ; Direction générale des libertés publiques et des affaires politiques
Appartenance à des réseaux/Alliances	Conseil national des organisations de la société civile
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Police nationale
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	Dialogue avec les populations, les forces de sécurité intérieure (FSI), l'administration, les représentants des différents secteurs d'activités
Suivi du respect des droits humains	Monitoring des médias traditionnels, des médias sociaux et des réseaux sociaux ; Collecte d'informations auprès des forces de sécurité insécurité ; Témoignages de citoyens ; Rapports d'autres OSC.
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Formation en promotion du dialogue FSI–population ; Formation en appropriation des textes législatifs et règlementaires de la sécurité. Formation en mise en œuvre des politiques de sécurité Acquisition de ressources documentaires. Formation en collecte, traitement et exploitation des informations sécuritaires
Perspectives	Promotion du dialogue FSI et population

Tableau de présentation du CRJ/CE

Nom de l'organisation	Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ/CE)
Adresse complète	Tél : 71275959/74595913 ; Email : nobson2@gmail.com
Date de création	2008
Statut (reconnu ou non)	Reconnu, Récépissé N° : N00000392601
Couverture géographique	Région du Centre-Est
Objectifs de l'organisation	Le CNJ-BF a pour objectif principal de contribuer au bien-être socio-économique de la jeunesse du Burkina Faso
Organes/Structures	Le Bureau Exécutif Régional (BER) ; Le commissariat aux comptes
Activités principales	Plaidoyers Formations Sensibilisations Renforcements des capacités des jeunes Organisation d'activités sociales
Activités secondaires	N/A
Budget moyen annuel	20.000.000 FCFA
Produits/Prestations	N/A
Membership	Individuel avec 105 Membres
Nom du responsable de l'organisation	NOBA Seydou
Partenaires/ Bailleurs	Gouvernorat du Centre-Est, ENABEL, Ministère des sports et des loisirs, Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, PNUD, OIM, ENABEL
Appartenance à des réseaux/Alliances	Conseil Nationale de la jeunesse Coordination de la jeunesse du G5 Sahel
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Ministère des sports et des loisirs, Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, Gouvernorat
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Plaidoyers pour la mise en place des polices de proximité dans les communes
Veille et alerte citoyenne	La plateforme vient d'être créée et a dans son plan d'action prévu la mise en place des cellules d'alerte précoce et de gestion des conflits primaires
Suivi du respect des droits humains	N/A

Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	<p>Appui à la mise en place de cellules de résolution des conflits composées de personnes ressources et de collèges de sage pour la résolution des crises dans chaque commune (Chefs coutumiers, leaders religieux ...)</p> <p>Appui à l'organisation d'espaces de dialogue communautaire à travers des émissions radio ;</p> <p>Appui à la documentation et vulgarisation des sources de cohésion sociale et de résilience contre les menaces de la paix ;</p> <p>Appui à l'établissement d'une cartographie des zones à fortes tensions communautaires et y instauré des cellules de veilles et des collèges de sage ;</p> <p>Appui à la mise en place d'une plateforme numérique de communication sur la veille citoyenne ;</p> <p>Formation des communautés sur la police de Proximité ; le vivre ensemble ; sur les enjeux l'insécurité.</p>
Perspectives	N/A

Tableau de présentation du CCCM

Nom de l'organisation	Cadre africain de coopération civilo-militaire (CCCM)
Adresse complète	Tél : 25 46 49 0 / 78 56 52 88 / 76 84 61 63 Email : cadrecivilomilitaire@gmail.com
Date de création	2012
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; récépissé : 1455/MATS/SG/DGLPAD/DAOSC
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	Prévenir et gérer les conflits domestiques ; contribuer à l'atteinte des objectifs de la police de proximité ; participer aux opérations de secours humanitaire ; participer aux opérations de maintien de la paix en Afrique
Organes/Structures	Conseil d'administration ; Secrétariat exécutif ; représentation pays ; Représentations locales (régions et provinces)
Activités principales	Renseignement ; dénonciations ; prévention et gestion des conflits ; lutte contre l'insécurité et le terrorisme ; secours humanitaire
Activités secondaires	Protection des droits humains ; formations et renforcement des capacités
Budget moyen annuel	20 millions F. CFA
Produits/Prestations	Renseignements ; gestions et prévention des conflits ; protection civile (actions humanitaires)
Membership	201 membres individuels dont 120 hommes et 90 femmes
Nom du responsable de l'organisation	Traoré Mamadou
Partenaires/Bailleurs	Ministère en charge de la sécurité (police et gendarmerie) ; ministère de la défense ; DG/GSP ; Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères ; DGPN ; EMGN ; ANR ; Croix rouge, etc. Ambassade des USA au Burkina Faso ; PNUD
Appartenance à des réseaux/Alliances	Conseil national des OSC du Burkina Faso ; Plateforme des OSC sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	DGPN ; EMGN ; Direction de la coopération militaire et défense ; etc.
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Promotion des droits humains dans les maisons d'arrêt et centres de correction ; dénonciation de crimes et délits ; appui en renseignement ; Mise en place de peacekeepers dans les provinces, etc.

Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	Mise en place de responsables de CCCM dans les régions du Centre, des Hauts Bassins ; du Centre Est et du Centre Ouest qui travaillent avec des points focaux dans les institutions de défense et de sécurité.
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Sécurité et gestion des frontières ; suivi citoyen des politiques sécuritaires ; architecture de paix et de sécurité (NU et UA) ; redevabilité des institutions de défense et de sécurité aux bénéficiaires des services de sécurité : technique de gestion et de prévention des conflits : mise en place de mécanismes de suivi citoyen et dénonciation par les populations ; Formation de formateurs sur la paix et la cohésion sociale, et les droits humains
Perspectives	Mettre des représentants de CCCM dans toutes les provinces et les rendre opérationnel.

Tableau de présentation du CEFOC Burkina

Nom de l'organisation	<i>Cercle d'Etude et de Formation Civique (CEFOC/Burkina)</i>
Adresse complète	Tél : 70 95 58 88 /70 29 72 39 ; e-mail cefocburkina@yahoo.fr
Date de création	30 août 2008
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N° : 2008-0808/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p>Renforcer le niveau de civisme des concitoyens par la formation et l'information ;</p> <p>Participer à la formation et à la sensibilisation des jeunes sur leurs droits et devoirs civiques ;</p> <p>Contribuer à la promotion et au renforcement de l'Etat de droit et de la démocratie en Afrique en général et au Burkina Faso en particulier ;</p> <p>Contribuer à la diffusion et à la vulgarisation des textes relatifs aux droits et devoirs des citoyens ;</p> <p>Promouvoir l'esprit de solidarité, de coopération, d'entraide et de responsabilité ;</p> <p>Promouvoir l'esprit de civisme pour une prévention des crises et des conflits ;</p> <p>Contribuer à la recherche en matière de droits et de libertés démocratiques.</p>
Organes/Structures	<p>Le Bureau Exécutif</p> <p>Le Secrétariat exécutif</p>
Activités principales	<p>Organisation de cadres d'échange et de réflexion ;</p> <p>Formation et information en matière de civisme, de droits et de liberté ;</p> <p>Publications</p> <p>Mise à la disposition du public des résultats de recherches et de communication en matière de droits et devoirs civiques ;</p> <p>Sensibilisation de masse ;</p> <p>Organisation d'actions concrètes de civisme et de solidarité</p>
Activités secondaires	<p>Reboisement</p> <p>Participation au monitoring des élections ;</p> <p>Recherche en matière de civisme, de droits et de liberté</p>
Budget moyen annuel	5 000 000 FCFA
Produits/Prestations	<p>L'élaboration de dépliants et brochures d'informations sur le civisme et la citoyenneté ;</p> <p>Organisation d'un camp vacance civisme sur le thème : civisme-citoyenneté-vivre ensemble ;</p> <p>Organisation de formations sur des thématiques liées au civisme, à la citoyenneté, à la prévention des conflits, au vivre-ensemble, à la lutte contre la corruption, à l'Etat de droit ;</p> <p>Organisation de rencontres d'échanges et de réflexion ;</p> <p>Organisation de panels et de conférences ;</p> <p>Organisation de campagnes de sensibilisation et de communication.</p>

Membership	Hommes : 04 Femmes : 01 Total : 05
Nom du responsable de l'organisation	ZOETYANDE Rasmané
Partenaires/ Bailleurs	Le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique à travers sa Direction Régionale du Nord Le Conseil Régional du Nord ; La Mairie de Ouahigouya ; La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ; Le Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des jeunes à travers sa Direction Régionale du Nord ; Le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales à travers sa Direction Régionale du Nord ; Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation à travers sa Direction Régionale du Nord ; La Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers ; (2eme compagnie) Le 12eme Régiment d'Infanterie commando ; Union Jeunesse pour le Développement en Afrique (UNIJED/AFRIQUE) ; La Radio Voix du Paysan ; Le laboratoire Citoyennetés.
Appartenance à des réseaux/Alliances	Coordination des Organisations de la Société Civile du Nord
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Le 12eme Régiment d'Infanterie commando
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Organisation d'activités de loisirs (match de football, cross, camp de reboisement etc. en vue de Renforcer les liens et la confiance entre les Forces de Défense et de la Sécurité et la population ; Organisation des formations et informations sur le civisme et patriotisme
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Participation à la rencontre sur la participation des jeunes à la lutte contre l'insécurité organisée par le club Unesco Participation à la rencontre sur la radicalisation et l'enrôlement des jeunes organisée par Amnesty International Participation à l'atelier de formation sur la protection de l'enfant contre l'enrôlement dans les forces armées et la participation aux conflits armes organise par le ministère des droits humains et de la promotion civique ; Participation à la rencontre sur la prévention des conflits organisée par CR2A
Veille et alerte citoyenne	N/A

Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	<p>Renforcement des capacités de l'équipe de coordination de l'association en techniques de communication, de recherche, évaluation et documentation dans en matière de lutte contre l'insécurité ;</p> <p>Information de l'équipe de coordination de l'association sur la politique nationale en matière de sécurité ;</p> <p>Renforcement des capacités de l'équipe de coordination de l'association en technique de plaidoyer et de management ;</p> <p>Formation en techniques d'élaborations de projets à soumettre à des partenaires</p>
Perspectives	Faire le plaidoyer et mobiliser des ressources pour financer notre projet d'appui à la résilience des populations vulnérables contre l'enrôlement massif des jeunes et l'endoctrinement par les groupes radicaux dans la région du nord, entièrement élaboré actuellement.

Tableau de présentation de MBM-SRE

Nom de l'organisation	Mouvement Burkinabè pour l'Emergence et la Sécurité du Secteur Minier, la Sauvegarde et la Réhabilitation de l'Environnement (MBM/SRE)
Adresse complète	Tél : 70 74 70 40/ 78 51 34 50/ 76 07 85 99 ; Email : kindo.d@yahoo.com ; <u>Ouagadougou</u>
Date de création	28 septembre 2001
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N° 2011/1157/MATDS/SG/DGELPAD/DOASOC
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	Promouvoir le secteur minier ; Sécuriser du secteur minier ; Protéger et sauvegarder l'environnement
Organes/Structures	Assemblée générale Bureau exécutif Comité de suivie
Activités principales	Sensibilisation sur les sites miniers ; Réhabilitation des sites Projection sur les sites
Activités secondaires	Conférences publiques ; Plaidoyer ; Dénonciation
Budget moyen annuel	30 000 000 F. CFA
Produits/Prestations	Rencontres d'échange, Théâtres fora, Reboisement
Membership	Hommes : 54 Femmes : 18 Total : 72
Nom du responsable de l'organisation	KINDO Daouda
Partenaires/Bailleurs	Ministère des mines, ministère de l'environnement, ministère de la justice, chambres des mines Sociétés minières artisanales et industrielles, ONG, Direction générale de la police.
Appartenance à des réseaux/Alliances	N/A
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Direction générale de la police ; Ministère des droits humains ; Ministère de la sécurité.
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	Appui aux orpailleurs Conseils sur les moyens utilisés Appui pour les déplacements
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de	N/A

mobilisation organisées	
Veille et alerte citoyenne	Mise en place d'un comité de suivi des recommandations, des activités de la force publique Etablissement de rapport périodique et circonstancié Proposition de réformes Alerte
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Documentation ; Appuis techniques.
Perspectives	Organiser de grandes rencontres publiques Renforcer l'accessibilité aux juristes et aux FDS

Tableau de présentation du RASALAO

Nom de l'organisation	Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest, Section du Burkina (RASALAO)
Adresse complète	Tél : 70518828 ; Email : rasalao_burkina@yahoo.fr ; Ouagadougou
Date de création	2008
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé : N° N000002550-01 du 06 septembre 2017
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	<p><u>Objectif principal</u> : Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) au Burkina Faso</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Servir de forum d'échanges, d'informations, d'expériences et de stratégies en rapport avec la prolifération et la circulation illicite des ALPC au Burkina Faso ; - Œuvrer à la réduction des causes de la demande des ALPC et leur impact négatif au Burkina Faso ; - Constituer une source de solidarité pour les victimes de l'utilisation abusive des ALPC.
Organes/Structures	L'Assemblée générale ; Le Comité exécutif ; Le Secrétariat administratif ; Le Commissariat aux comptes
Activités principales	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation/réseautage ; - Sensibilisation, information et éducation ; - Plaidoyer/lobbying ; - Interpellation publique - Participation à toute activité nationale ou sous-régionale relevant du domaine des ALPC
Activités secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Formation ; - Etudes et publications ; - Appui-conseil
Budget annuel moyen	N/P
Produits/Prestations	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation, information et éducation ; - Plaidoyer/lobbying ; - Interpellation publique
Membership	13 organisations membres
Nom du responsable de l'organisation	Mariam LIEHOUN, Coordonnatrice nationale
Partenaires/Bailleurs	La Haute Autorité de Contrôle d'Importation et d'Exportation des Armes et leurs Utilisation (HACIAU) ; la Commission Nationale de Lutte contre la

	Prolifération des Armes Légères et de petit calibre (CNLPAL) qui seront fusionnés pour devenir Agence Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères ; RASALAO sous-régional ; OXFAM ; la CEDEAO ; Amnesty Burkina, CGD
Appartenance à des réseaux/Alliances	Réseau des Journalistes pour la Sécurité et le Développement en Afrique de l'Ouest, section du Burkina (RJSDAO). West Africa Network for Peacebuilding, section du Burkina (WANEP-Burkina) Réseau d'Action Sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO) AMNESTY INTERNATIONAL et IANSA
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	La CNLPAL et la HACIAU, l'Assemblée nationale, et les FDS
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurité	Contribution à l'identification des lacunes en matière de capacités des services de sécurité à répondre aux défis sécuritaires du pays Contribution à la rédaction du document de référence du Burkina-Faso sur le TCA et organisation de la SMAVA 2014 Formations au maintien de la Paix
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Mise en œuvre d'un plaidoyer Pour accélérer la ratification et la mise en œuvre du TCA, le RASALAO a mis en œuvre un projet de plaidoyer. Il s'agit de plaider auprès des gouvernements respectifs pour la ratification prompt de dudit traité. Il s'est agi pour le RASALAO d'organiser des rencontres de haut niveau du 31 mars au 05 avril 2014 avec : les Secrétaires permanents de la HACIAU et de la CNLPAL, le Directeur général des relations multilatérales, le 3 ^{ème} Vice-Président de l'Assemblée nationale et le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (MATS).
Veille et alerte citoyenne	A travers les structures locales du GERDDES-Burkina qui constitue l'épine dorsale du RASALAO-Burkina
Suivi du respect des droits humains	A travers les structures locales du GERDDES-Burkina qui constitue l'épine dorsale du RASALAO-Burkina
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Rendre accessible la documentation relative à la gouvernance sécuritaire un coaching en la matière ; Être informé sur le contenu des rapports d'évaluation de la mise en œuvre desdites politiques et participer aux ateliers organisés à cet effet, Formations sur les techniques de suivi de la mise en œuvre des politiques de sécurité, Informations sur la réglementation existante dans le domaine sécuritaire.

Perspectives	Interpellation et plaidoyer pour l'application des textes ; IEC/CCC des populations sur le contenu de la réglementation et les effets négatifs de la circulation illicite des ALPC ; Sensibilisation des femmes et de leurs enfants les jeunes sur l'achat de consciences.
---------------------	--

Tableau de présentation de RPSFECO

Nom de l'organisation	Association réseau paix et sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (RPSFECO)
Adresse complète	Tél : 70 13 66 38/70 86 00 84 ; Email : fatim.ouilma@gmail.com ; Ouagadougou
Date de création	14 février 2019
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°00000531901 du 30 avril 2019
Couverture géographique	Nationale
Objectifs de l'organisation	Promouvoir un leadership féminin engagé pour une Afrique de l'ouest stable, paisible, sécurisé et juste ; Renforcer, coordonner et optimiser les rôles et initiatives des femmes dans la prévention des conflits et la défense des droits humains
Organes/Structures	L'Assemblée générale ; Le Bureau exécutif et le Commissariat aux comptes
Activités principales	Le RPSFECO a 6 axes d'interventions qui sont : -plaidoyer et promotion -communication et mobilisation des ressources -renforcement de capacité --recherche, médiation et gestion de conflits -suivi-évaluation -coordination de groupe de travail
Activités secondaires	N/A
Budget moyen annuel	N/P
Produits/Prestations	N/A
Membership	Des organisations œuvrant dans le genre, les droits humains, la paix et la sécurité, lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme Des personnes ressources coptées sur la base de leurs expériences sur la thématique et de leur contribution au sein du REPSFECO-BF ; Soit environ trentaine d'organisations et une vingtaine de personnes ressources.
Nom du responsable de l'organisation	Fatimata OUIA SINARE
Partenaires/ Bailleurs	Ministère de la femme, ministère de la sécurité, ministère de l'intégration, le PNUD, PARTENAIRE WEST AFICA, ONU femme union européenne
Appartenance à des réseaux/Alliances	WANEP, RPSFECO régional
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	Pas encore de collaboration formelle
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A

Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	Rédaction et diffusion d'une déclaration sur les questions de sécurité et de gouvernance sécuritaire
Veille et alerte citoyenne	N/A
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Formulation de politiques en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Évaluation des politiques de mises en œuvre en lien avec la gouvernance sécuritaire ; Recherches, analyses et documentations sur les questions de gouvernance sécuritaire ; Plaidoyer et mobilisation sociale
Perspectives	Renforcement de capacités Elaboration d'un plan d'action Formalisation de partenariat avec certaines institutions Mise en œuvre du plan d'action

Tableau de présentation de UNIJED Afrique

Nom de l'organisation	Association pour l'unité de la jeunesse et le développement en Afrique (UNIJED AFRIQUE)
Adresse complète	Tél : 70859064/76569016 ; Email : tismael58@yahoo.fr / unjedsoum2002@yahoo.fr ; Djibo
Date de création	Septembre 1999
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé 2000/008/MATD/PSUM/HC/SG du 26 octobre 2000 Loi CNT : 00000493501/MATD/CH du 6 mars 2019
Couverture géographique	National
Objectifs de l'organisation	<p>Les objectifs de l'UNIJED sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la résilience des populations face aux grands défis du siècle (les changements climatiques, la sécurité, la santé, la sécurité alimentaire...); - Contribuer à la promotion de la cohésion sociale, du vivre ensemble et à la stabilité entre les peuples et les nations ; - Promouvoir l'éducation pour tous et la formation professionnelle des jeunes ; - Promouvoir la bonne gouvernance politique et économique à travers la veille et le contrôle citoyen ; - Contribuer à la promotion et à la valorisation des droits humains ; - Renforcer la formation et l'encadrement des jeunes pour leur pleine autonomisation ; - Valoriser le potentiel culturel et artisanal des peuples
Organes/Structures	L'assemblée générale Le conseil de surveillance Le secrétariat Exécutif
Activités principales	L'UNIJED a pour principal activité -le renforcement de capacités -l'information -le plaidoyer
Activités secondaires	Les activités secondaires de l'UNIJED sont -l'appui conseil -le renforcement de la résilience -la protection de l'enfance
Budget moyen annuel	50 à 70 millions
Produits/Prestations	La prise en charge psychosociale ; Le renforcement de la résilience des populations La promotion des AGR Les activités civilo-militaires sont entre autres les produits et prestations de l'UNIJED
Membership	Hommes : 69 Femmes : 48 Total : 117
Nom du responsable de l'organisation	Ismael TRAORE

Partenaires/ Bailleurs	-BURCASO, CNJ-BF - Ministère de l'administration territoriale, Ministère de la santé -UNICEF, OIM, PNUD, UNHCR, DRC, PADS, SP CNLS-IST/VIH, Médecins du monde France
Appartenance à des réseaux/Alliances	Conseil Burkinabé des organisations de développement (BURCASO), Conseil national de la jeunesse du BURKINA (CNJ-BF)
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	N/A
Apports en appuis- conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	N/A
Recherches et analyses effectuées	N/A
Documentations de faits effectués	N/A
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	N/A
Veille et alerte citoyenne	Concertations entre OSC au niveau local pour porter des questions particulières et attirer l'attention des FDS et des autorités administratives
Suivi du respect des droits humains	N/A
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	N/A
Besoins en renforcement de capacités	Les besoins en renforcement de capacités sont : -Renforcer les capacités des équipes de coordination la formulation de politiques sectorielles ; -Renforcer les capacités en Management et en communication - Renforcer d'avantage les capacités des acteurs sur le plaidoyer/lobbying
Perspectives	Formation et sensibilisation de la population sur la gouvernance sécuritaire ; Renforcer les activités communautaires (civilo militaire)

Tableau de présentation du Cidoc

Nom de l'organisation	Centre d'information et documentation citoyennes
Adresse complète	09 BP 753 Ouagadougou 09 ; Tél : 25 50 54 43 / 70 25 05 97 ; Email : infocidoc@yahoo.fr ; Site web : www.centrecitoyen.org
Date de création	09 septembre 2003
Statut (reconnu ou non)	Reconnu ; Récépissé N°00000527501
Couverture géographique	Nationale et Sous régionale
Objectifs de l'organisation	<p>L'objectif global du Cidoc est de contribuer au développement d'une société démocratique et inclusive dans laquelle l'engagement citoyen est significatif. De façon spécifique, il vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les citoyens dans la promotion des droits humains et de la démocratie au niveau local pour une société paisible et juste ; • Promouvoir la démocratie et l'état de droit en renforçant le rôle des citoyens dans les processus politiques ; • Renforcer les capacités des citoyens pour un engagement effectif sur les questions et politiques publiques ; • Contribuer à apaiser les conflits et tensions afin de renforcer la confiance mutuelle pour des sociétés plus justes et mieux partagées ; • Offrir un cadre public (forum) de dialogues et de discussions sur les questions relatives à la gouvernance.
Organes/Structures	<ul style="list-style-type: none"> - Assemblée Générale - Conseil d'orientation - Le Conseil scientifique - Coordination - Les tasks forces.
Activités principales	Le Cidoc s'investit dans le sens du renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, de la promotion de la culture des droits de l'homme, et de la promotion de la coexistence à travers la prévention et l'apaisement des conflits.
Activités secondaires	Le Cidoc développe des activités d'Etude et recherche ; de renforcement de capacités ; de plaidoyers et communication ; et de publication.
Budget moyen annuel	105 467 200 F CFA
Produits/Prestations	<p>Mise en œuvre de projets dans le sens du renforcement de la coexistence et la gouvernance sécuritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet UNICRI « Renforcer la participation citoyenne à la gouvernance sécuritaire dans la région du Sahel »

	<ul style="list-style-type: none"> - Projet NDI « Appropriation citoyenne des mécanismes endogènes de prévention et de résolution pacifique des conflits communautaires dans les zones du Nord et du Centre-ouest de Burkina Faso » - Projet NED « Capitalisation et partage d'expérience et de bonnes pratiques entre OSC de l'espace G5 Sahel (Burkina Faso-Mali-Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité » <p>Principaux produits : Dépliants de sensibilisation ; Catalogues de valeurs, pratiques et mécanismes endogènes de prévention et gestion des conflits communautaire au Burkina Faso ; les différents Bulletins infocitoyen</p>
Membership	Hommes : 24 ; Femmes : 05 ; Total : 29
Nom du responsable de l'organisation	Kounkinè Augustin SOME
Partenaires/ Bailleurs	<p>Ministère de la sécurité ; Ministère des droits humains et de la promotion civique (MDHPC) ; La commission nationale des droits de l'homme (CNDH), le National Endowment for Democracy (NED); National Democratic Institute (NDI), le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) ; l'Ecole de Maintien de la paix à Bamako (EMP/Bamako).</p> <p>Comité International Joseph Ki-Zerbo (CIJK) ; l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) ; l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA).</p> <p>National Endowment for Democracy (NED) ; National Democratic Institut (NDI) ; Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT) ; Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC) ; Fond Commun Genre (FCG) géré par DIAKONIA ; l'organisme onusien United Nations Inter-régional Crime and Justice Research Institute (UNICRI).</p>
Appartenance à des réseaux/Alliances	CODE ; plateforme DESC ; ARGA ; Réseau des OSC partenaires de NED
Structures gouvernementales avec lesquelles l'OSC collabore	MDHPC ; le Ministère de la sécurité et le Gouvernorat de la région du Sahel
Apports en appuis-conseils et services complémentaires aux institutions de sécurités	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des FDS sur les thématiques liées à la gouvernance sécuritaire ; -Résultats de l'étude UNICRI (Sondage sur les perceptions des citoyens en lien avec la sécurité dans le Sahel). - Renforcement des capacités et sensibilisation
Recherches et analyses effectuées	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage sur les perceptions des citoyens en lien avec la sécurité dans le Sahel. Réalisé en 2017 -Publication dans les bulletins infocitoyen.
Documentations de faits effectués	Sondage sur les perceptions des citoyens en lien avec la sécurité dans le Sahel. Réalisé en 2017.
Activités de plaidoyer et de mobilisation organisées	UNICRI : Rencontre avec le Ministre de la sécurité, le Gouverneur du Sahel, le Haut-Commissaire

Veille et alerte citoyenne	- Mise en place de points focaux dans les communes d'interventions ; -Evaluation mensuelle de la situation sécuritaire dans les 26 communes de la région du Sahel.
Suivi du respect des droits humains	-Formation et sensibilisation des acteurs et production de connaissances par la publication.
Information du public des analyses et évaluations menées par l'OSC	Présentation des résultats du sondage démocratique sur la perception des citoyens sur la gouvernance sécuritaire au Sahel.
Besoins en renforcement de capacités	-Besoin de personnel avec une expérience sur les questions sécuritaires ; -Besoin de financement pour l'évaluation des politiques de mises en œuvre en lien avec la gouvernance sécuritaire ; -Besoins de financement de nos projets de recherches ; -Former des réseaux plus professionnels -Réseautage au sein des communautés locales et à l'international
Perspectives	-Renforcer les expertises, capacités et aptitudes des OSC sur le rôle et la responsabilité pour une contribution effective et efficiente à la gouvernance sécuritaire dans l'espace du Liptako-Gourma ; -Animer un séminaire de partage d'expériences et de bonnes pratiques en lien avec le travail des OSC sur la participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité ; -Conduire des plaidoyers auprès des autorités étatiques (Assemblée Nationale) et responsables (Commandement) de la force « G5 Sahel » pour un cadre juridique et institutionnel favorable au travail en synergie des OSC en matière de gouvernance sécuritaire dans la zone du Liptako-Gourma.

Annexe 2 : Base de données Excel



Feuille de calcul
Microsoft Excel